Tendances sociales CANADIENNES

Été N° 83
2007

Articles de fond

Temps passé en famille

Suivre l'actualité

Langues autochtones

Bourreaux de travail

Activités politiques

24 $ au Canada • N° 11-008 au catalogue
Été 2007 • N° 83

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Vous désirez COMMUNIQUER avec nous

Bureau de la rédaction

Courriel : **cstsc@statcan.ca**
Télécopieur : 613-951-0387
Courrier postal : Rédactrice-en-chef
Tendances sociales canadiennes
7e étage, immeuble Jean Talon
Statistique Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Services aux abonnés

Courriel : **infostats@statcan.ca**
Téléphone : 1-800-267-6677
Télécopieur : 1-877-287-4369
Courrier postal : Statistique Canada, 100 promenade Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

Pour commander des publications de Statistique Canada

Courriel : **infostats@statcan.ca**
Téléphone : 1-800-267-6677
Télécopieur : 1-877-287-4369
Internet : www.statcan.ca/english/IPS/Data/11-008-XIE.htm

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les produits de Statistique Canada

Courriel: **infostats@statcan.ca**
Téléphone : 1-800-263-1136
Internet : **www.statcan.ca**
Ligne ATS : 1-800-363-7629

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Été 2007 N° 83

TSC

Rédactrice en chef
Susan Crompton

Rédacteurs
Warren Clark, Matt Hurst,
Leslie-Anne Keown, Martin Turcotte

Réviseure en chef de la version française
Marie-Paule Robert

Gestionnaires de la production
Sylvain Ouellet

Services à la clientèle/Diffusion
Alex Solis, Karen Watson

Direction artistique et impression
Division de la diffusion
Statistique Canada

Conception
Services de créativité
Statistique Canada

Comité de lecture
Jane Badets, Rosemary Bender,
Monica Boyd, John Jackson

Remerciements
Eric Guimond

Tendances sociales canadiennes
Juin 2007
Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication inscrite dans **Academic ASAP, Academic Search Elite, Canadian Periodical Index, Canadian Serials, Expanded Academic ASAP, PAIS International, Periodical Abstracts, Periodical Abstracts Research II, ProQuest 5000, Proquest Research Library** et accessible en permanence dans la **Canadian Business and Current Affairs Database**.

ISSN 0831-5701 (Version imprimée)
ISSN 1481-1642 (Version électronique)

Tendances sociales CANADIENNES

Articles de fond

2 Le temps passé en famille lors d'une journée de travail typique, 1986 à 2005
par Martin Turcotte

14 Suivre l'actualité : les Canadiens et leur rapport aux médias
par Leslie-Anne Keown

21 Langues autochtones au Canada : nouvelles tendances et perspectives sur l'acquisition d'une langue seconde
par Mary Jane Norris

30 Les bourreaux de travail et leur perception du temps
par Leslie-Anne Keown

35 Les Canadiens et leurs activités politiques autres que le vote
par Leslie-Anne Keown

Le temps passé en famille lors d'une journée de travail typique, 1986 à 2005

par Martin Turcotte

Dans les deux dernières décennies, l'idée selon laquelle un sain équilibre entre le travail et la vie familiale était un objectif légitime et souhaitable s'est répandue et est devenue une valeur importante pour bon nombre de travailleurs. Un sondage réalisé en 2003 a permis de constater que, selon les travailleurs canadiens, le principal indicateur de succès d'une carrière était la conciliation travail-vie, et ce, bien avant le salaire, les défis de l'emploi et le niveau de responsabilité[1].

Les décideurs publics reconnaissent aussi de plus en plus l'importance de la conciliation travail-vie. Ainsi, selon Ressources Humaines et Développement Social Canada, « la conciliation travail-vie est devenue une question de politique publique essentielle au Canada[2] ».

De leur côté, certains employeurs, dans le but d'attirer et de conserver les bons employés, offrent à leur main-d'œuvre une plus grande flexibilité dans le choix de leurs heures de travail, de même que la possibilité de faire du télétravail ou de prendre certains congés pour des raisons familiales[3]. Dans plusieurs milieux de travail, le désir de passer plus de temps avec sa famille n'est plus considéré comme une tare. Les nombreuses anecdotes d'employés qui refusent des promotions ou des postes prestigieux, de crainte de ne plus avoir autant de temps pour leur famille, en témoignent[4].

Malgré ces changements dans les milieux de travail et l'implantation de politiques de conciliation travail-vie, bon nombre de travailleurs considèrent qu'ils ont de moins en moins de temps à consacrer à leurs proches[5]. S'agit-il uniquement d'impressions ou bien les travailleurs passent vraiment moins de temps qu'auparavant en compagnie des membres de leur famille? Et est-ce que la durée de la journée de travail, c'est-à-dire le nombre d'heures travaillées, est véritablement *le* principal facteur expliquant que les travailleurs passent plus ou moins de temps en compagnie des membres de leur famille?

Dans la présente étude, on s'intéresse au temps que passent les travailleurs en compagnie des membres de leur famille lors d'une journée de travail typique. À l'aide des données provenant de quatre cycles différents de l'Enquête sociale générale (ESG) sur l'emploi du temps, on documente l'évolution de la durée moyenne du temps passé en famille lors d'une journée de travail entre 1986 et 2005. On s'intéresse particulièrement aux facteurs qui peuvent aider à comprendre ces changements.

Parmi ceux-ci, la durée de la journée de travail est certainement un facteur déterminant. De façon générale, plus une personne consacre de temps à son emploi rémunéré dans une journée donnée, moins il lui en reste à consacrer à sa famille. Cependant, d'autres éléments peuvent avoir une incidence considérable sur le temps passé en compagnie des membres de sa famille. On pense entre autres au temps consacré aux repas à la maison, à l'écoute de la télévision, aux activités sociales et ainsi de suite. Dans la présente étude, on accorde une attention particulière à ces différents facteurs qui, s'ils ont été moins souvent examinés dans les études antérieures, ont tout de même contribué aux changements du temps passé en famille dans les 20 dernières années.

Les travailleurs passent moins de temps avec les membres de leur famille qu'il y a 20 ans

En 1986, les travailleurs passaient en moyenne 4,2 heures, ou 250 minutes, à faire diverses activités avec leur conjoint, leurs enfants ou d'autres membres de leur famille. Ces activités pouvaient être de différents ordres comme, par exemple, aider les

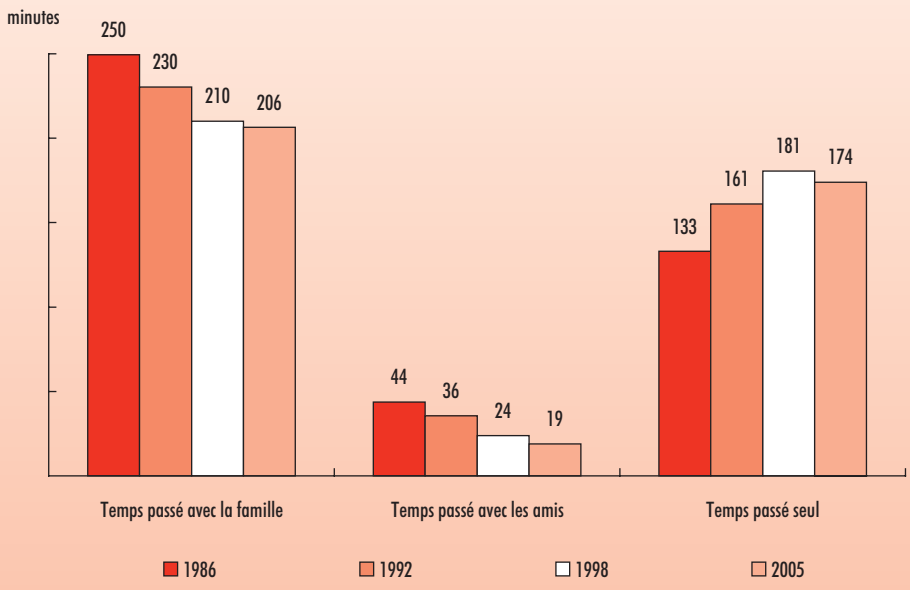
enfants à faire leurs devoirs, écouter la télévision avec son conjoint ou souper en famille. Près de 20 ans plus tard, soit en 2005, ce nombre d'heures moyen était passé à 3,4, ou 206 minutes, soit une réduction d'environ trois quarts d'heure en moyenne (graphique 1).

Vu sous un autre angle, soit la proportion de travailleurs qui passent beaucoup de temps avec leur famille (soit six heures ou plus) et la proportion des travailleurs qui passent peu de temps avec les membres de leur famille (une heure ou moins), les conclusions demeurent. Les travailleurs passent de moins en moins de temps en famille lors des journées de travail. En 1986, 23 % des travailleurs avaient passé 6 heures ou plus en compagnie des membres de leur famille alors que ce n'était le cas que de 14 % des travailleurs en 2005. La proportion de travailleurs ayant passé 1 heure ou moins avec leur famille a quant à elle augmenté, passant de 9 % en 1986 à 14 % en 2005.

Plusieurs études ont démontré que dans les sociétés urbaines contemporaines, les amis occupent de plus en plus de place dans les réseaux de sociabilité des individus, et ce, parfois aux dépens des membres de la famille[6]. Par conséquent, on pourrait penser que les travailleurs contemporains « remplacent » une partie du temps que leurs prédécesseurs passaient avec les membres de leur famille par du temps avec des amis. Ce n'est cependant pas le cas. En effet, le temps moyen que les travailleurs passent avec leurs amis a diminué de plus de la moitié entre 1986 et 2005, passant d'environ 44 minutes lors d'une journée de travail en 1986 à environ 19 minutes en 2005.

Si ce n'est avec les membres de leur famille ou avec leurs amis, avec qui donc les travailleurs passent-ils le temps qu'il leur reste en dehors de leurs heures de travail?

TSC Les travailleurs passent de moins en moins de leurs temps libres avec les membres de leur famille et leurs amis et de plus en plus de temps seuls



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 1986, 1992, 1998 et 2005.

Le temps passé seul augmente constamment depuis les 20 dernières années

Selon les données de quatre cycles différents de l'ESG sur l'emploi du temps, la réponse à cette question est simple : les travailleurs passent plus de temps avec eux-mêmes! En effet, en 1986, les travailleurs faisaient des activités en solitaire en moyenne 133 minutes ou 2,2 heures par jour (en excluant le temps passé seul durant les heures de travail). En 2005, cette durée moyenne avait augmenté d'un peu plus de 40 minutes, pour atteindre 174 minutes, ou 2,9 heures.

Ces tendances observées chez les travailleurs sont conformes à celles qui avaient été observées dans une étude antérieure, qui portait sur le temps que les Canadiens passaient seuls dans une journée moyenne[7]. Cette étude, qui portait sur l'ensemble de la population âgée de 15 ans et plus et non seulement sur les travailleurs, démontrait une augmentation du temps passé seul de l'ordre de 34 % entre 1986 et 1998 (de 4,4 heures en 1986 à 5,9 heures en 1998).

Le fait de passer du temps seul ne doit pas nécessairement être considéré comme négatif. Plusieurs personnes apprécient en effet avoir du temps pour elles-mêmes, que ce soit pour réfléchir, pour écouter la musique qui leur plaît ou bien pour s'adonner à leur hobby préféré. Certains auteurs vont même jusqu'à faire l'apologie de la solitude dans des livres entièrement consacrés à ce sujet[8]. De plus, des chercheurs et des philosophes d'horizons variés défendent, ou ont défendu, l'idée selon laquelle le temps passé seul, en autant qu'il soit désiré, pouvait avoir des bénéfices notables du point de vue de la créativité, de la recherche spirituelle, de la liberté d'action et de pensée et du bien-être en général[9]. Plusieurs travailleurs canadiens seraient probablement d'accord avec certaines de ces observations. Malgré le fait que le temps passé seul ait augmenté depuis 1986, environ 33 %

d'entre eux ont déclaré, en 2005, qu'ils aimeraient passer *plus* de temps seuls. Cela étant dit, il va de soi que plus on passe de temps seul, moins on peut en passer avec les autres membres de sa famille ou avec ses amis[10].

Le temps familial moyen diminue pour presque tous les sous-groupes de travailleurs

Dans plusieurs études portant sur le temps passé en famille dans une perspective travail-vie, on observe les répercussions qu'ont sur la vie familiale les différents modes d'organisation du travail, entre autres, le nombre d'heures travaillées, la possibilité d'avoir des horaires flexibles ou non et la culture organisationnelle[11]. On s'attarde aussi aux relations entre les caractéristiques des parents (leur niveau de scolarité, leur sexe, etc.) et

TSC Ce qu'il faut savoir sur la présente étude

Dans la présente étude, on s'intéresse à la situation des travailleurs qui vivent avec un conjoint ou avec leur enfant. Les travailleurs vivant seuls ou ceux vivant avec d'autres personnes, pour lesquels le temps passé en famille peut avoir une autre signification, n'en font donc pas partie.

Les travailleurs sont les personnes dont l'activité principale, dans les 7 jours précédant la journée de l'entrevue de l'Enquête sociale générale (ESG) sur l'emploi du temps, étaient d'occuper un emploi. Seulement les répondants ayant travaillé au moins 3 heures dans la journée de référence, excluant le temps de navettage, ont été retenus pour l'analyse. Ceci était pour éviter que les travailleurs en congé, qui sont beaucoup plus susceptibles de passer de longues heures avec les membres de leur famille, soient confondus avec ceux qui avaient travaillé durant la journée de référence. De plus, comme on s'intéresse au lien entre les heures travaillées et le temps passé en famille, il était important de retenir uniquement les travailleurs qui, lors de la journée pour laquelle on leur demandait de fournir des détails sur toutes leurs activités, avaient travaillé durant une période de temps minimale.

Dans la présente analyse, on s'intéresse uniquement au nombre de minutes qui sont passées avec les membres de la famille, avec les amis, ou seul en dehors des heures de travail. Plusieurs travailleurs passent du temps seuls au travail, et ces durées ne doivent pas être confondues avec le temps dont ils disposent en dehors des heures de travail.

Le temps passé en famille correspond à la durée totale durant laquelle les travailleurs étaient, pendant qu'ils s'adonnaient à diverses activités, mis à part leur travail ou les soins personnels incluant le sommeil, en présence de leur conjoint, de leur enfant ou d'autres membres de leur famille. Pour des fins de comparaisons entre les quatre cycles de l'ESG, on ne considérait pas le travail non rémunéré effectué pour une entreprise familiale ou une ferme comme une période de travail. Aussi, parce que les renseignements recueillis différaient légèrement lors des quatre cycles de l'ESG sur l'emploi du temps, il a été impossible de comparer les données relatives à certaines catégories plus précises (par exemple les changements dans le temps passé avec les enfants des répondants en général, incluant les plus jeunes et les plus vieux de même que ceux vivant dans le ménage ou non).

Les résultats présentés dans le tableau incorporé au texte proviennent d'une régression des moindres carrés ordinaires. Dans cette analyse statistique, on tient compte simultanément des différents facteurs ayant une incidence sur le temps passé en famille. De ce fait, les résultats représentent l'association d'une variable donnée, par exemple le statut familial, net de l'incidence de tous les autres facteurs tenus en compte dans l'analyse (le temps consacré au travail, à l'écoute de la télévision, etc.).

L'analyse de décomposition fait, quant à elle, appel à l'approche de Oaxaca-Blinder. On a ainsi réalisé deux nouvelles analyses de régression : une pour 1986 et une pour 2005. Comme on cherche à déterminer de quelle façon aurait évolué la situation entre 1986 et 2005 si les travailleurs de 2005 avaient eu des caractéristiques identiques à ceux de 1986, les coefficients de régression de 2005 sont utilisés pour pondérer les changements du temps moyen passé en famille. En utilisant la procédure inverse, c'est-à-dire en utilisant les coefficients de la régression de 1986 pour pondérer les changements du temps moyen passé en famille, les conclusions qualitatives de l'étude demeurent inchangées. Il est à noter que dans les deux modèles utilisés pour l'analyse de décomposition, on traite le temps passé à faire différentes activités, comme le travail rémunéré, de manière continue (et non en catégories, comme dans les modèles présentés dans le texte). Ceci est dans le but de simplifier l'interprétation des résultats. Une analyse de décomposition a été réalisée avec les variables de durée classées en catégories, mais les principales conclusions qualitatives de l'étude demeuraient inchangées.

Dans la présente étude, on a quantifié les différents facteurs qui sont associés au temps passé en famille. Malheureusement, il a été impossible de déterminer si la durée moyenne du « temps de qualité » en compagnie des membres de la famille a suivi une tendance similaire. Dans cette étude, nous pouvons uniquement constater que le temps moyen passé en famille, qu'il soit de qualité ou non pour les travailleurs, a diminué entre 1986 et 2005.

celles des familles (situation d'emploi du père et de la mère, nombre et âge des enfants, etc.) et le temps passé avec les enfants ou le conjoint. Par exemple, certains chercheurs se sont intéressés à l'association entre les heures travaillées par les mères et les pères et le temps qu'ils passent avec leurs enfants[12]. D'autres ont évalué l'influence du niveau de scolarité des parents sur le temps passé avec leurs enfants, dans différents contextes nationaux[13].

On se penche aussi, dans la présente étude, sur les liens qui existent entre le temps passé en famille et les heures travaillées, les caractéristiques des travailleurs et les caractéristiques des familles. On ajoute néanmoins à l'analyse des dimensions supplémentaires, auxquelles les études antérieures ont accordé peu ou pas d'attention, soit le type, la durée et le contexte des diverses activités auxquelles les travailleurs s'adonnent dans leur vie privée, en dehors de leurs heures de travail. Par exemple, on s'intéresse au lien entre le temps consacré aux repas à la maison et le temps total passé avec les membres de sa famille — que ce soit le conjoint, les enfants ou d'autres membres du ménage ou de la famille.

On présente, au tableau A.1, des statistiques sur le temps moyen passé avec les membres de sa famille, regroupées selon ces trois grandes catégories de facteurs, c'est-à-dire le temps consacré au travail, les caractéristiques des travailleurs et des familles et la durée et le genre d'activités auxquelles ils s'adonnent.

La diminution du temps passé en famille concerne plusieurs catégories de travailleurs

Comme on le constate dans ce tableau, le nombre d'heures de travail rémunéré est un des facteurs les plus fortement corrélés au temps passé en famille. De façon peu surprenante, plus la durée de la journée de travail est longue, moins le temps passé en famille est grand. En 2005, par exemple, les personnes qui avaient travaillé contre rémunération 11 heures ou plus dans leur journée n'avaient passé que 1,8 heure en moyenne avec les membres de leur famille. Comparativement, les personnes ayant travaillé entre 8 et 9 heures durant la journée avaient passé en moyenne 3,7 heures en compagnie des membres de leur famille.

Du point de vue des caractéristiques des familles, les travailleurs vivant avec un enfant de moins de 5 ans avaient passé le plus de temps en famille, alors que les parents seuls vivant avec un adolescent ou un jeune adulte avaient passé le moins de temps à faire des activités en présence des membres de leur famille. L'âge, la région de résidence, la durée consacrée aux repas, aux soins personnels incluant le sommeil, à l'écoute de la télévision, à la lecture et ainsi de suite sont aussi des facteurs associés au temps passé en famille. D'autres caractéristiques, comme le niveau de scolarité et le sexe, semblent cependant moins fortement associées au temps passé en famille.

On remarque aussi dans le tableau A.1 qu'il y a diminution du temps moyen passé avec les membres de la famille entre 1986 et 2005 chez la plupart des sous-groupes de travailleurs. Par exemple, alors que les femmes passaient en moyenne 248 minutes avec les membres de leur famille en 1986, cette moyenne n'était plus que de 209 minutes en 2005. Chez les hommes, la durée moyenne passée avec les membres de la famille a chuté de 45 minutes, passant de 250 minutes en 1986 à 205 minutes en 2005. La diminution du temps passé en famille s'observe dans toutes les régions, à tous les niveaux de scolarité et dans presque tous les groupes d'âge.

Comment peut-on démêler tous ces résultats et trouver un sens à toutes ces associations? Comment, surtout, peut-on expliquer que des travailleurs d'horizons aussi différents les uns des autres aient tendance à passer de moins en moins de temps avec les membres de leur famille?

Pourquoi y a-t-il diminution du temps familial?

Une des explications probables à la diminution du temps moyen passé par les travailleurs avec les membres de leur famille est que les caractéristiques des travailleurs, de même que le temps qu'ils consacrent à d'autres activités comme le travail, aient changé de manière significative entre 1986 et 2005. Plus spécifiquement, il est possible que certains types de travailleurs, qui ont moins tendance à passer beaucoup de temps en compagnie des membres de leur famille (par exemple, les personnes âgées de 45 ans et plus), soient proportionnellement plus représentés dans l'ensemble des travailleurs en 2005 qu'ils ne l'étaient en 1986. Dans une telle situation, cela aurait comme conséquence de provoquer, pour les travailleurs pris dans leur ensemble, une diminution du temps moyen passé en famille[14].

On observant les statistiques présentées au tableau A.2, on peut être porté à croire que cette hypothèse est plausible. Par exemple, on constate que la proportion de travailleurs âgés de 45 ans et plus, un sous-groupe qui a tendance à passer légèrement moins de temps avec les membres de leur famille que d'autres, est passé de 30 % en 1986 à 44 % en 2005. Au contraire, la proportion de travailleurs âgés entre 30 et 34 ans, un des groupes d'âge dont la durée moyenne du temps en famille est la plus élevée, a perdu de l'importance, passant de 17 % des travailleurs en 1986 à 12 % en 2005.

On remarque par ailleurs dans le tableau A.3 que les travailleurs consacraient en moyenne plus de temps à leur emploi rémunéré en 2005 qu'ils ne le faisaient en 1986 (536 minutes contre 506 minutes lors d'une journée de travail typique). Il s'agit aussi d'un changement important, qui laisse supposer que plusieurs travailleurs ont de moins en moins de temps disponible pour leur famille.

Quoique intéressantes et pertinentes, les informations contenues dans les tableaux A.1, A.2 et A.3 ne permettent cependant pas de déterminer lesquels de ces nombreux facteurs ont eu la plus grande influence sur la diminution du temps familial entre 1986 et 2005. Pour tenter de répondre à ces interrogations, on a réalisé une analyse statistique qui tient compte à la fois des différents facteurs qui influent sur le temps passé en famille et des divers changements dans les profils des travailleurs entre 1986 et 2005.

L'augmentation des heures travaillées durant une journée de travail type est la principale cause du déclin du temps passé en famille

Le tableau 1 montre que, comparativement à 1986, les travailleurs passaient en moyenne 39 minutes de moins en 1998 et 43 minutes de moins en 2005 avec les membres de leur famille (modèle 1). Ce premier modèle statistique ne tient compte d'aucun des éléments associés au temps familial. Les modèles 2 et 3 illustrent comment cet écart diminue lorsque l'on tient compte de plus en plus de facteurs simultanément. Dans le modèle 4, les différences entre les années ne sont plus du tout statistiquement significatives. Ce dernier résultat soutient l'hypothèse selon laquelle les changements dans les caractéristiques des travailleurs, ainsi que le temps qu'ils allouent à diverses activités, expliquent le déclin du temps passé en famille entre 1986 et 2005. Lesquelles, parmi ces caractéristiques, ont eu le plus d'influence?

De façon assez peu surprenante, la durée allouée au travail est le facteur étant le plus fortement associé au temps passé en famille : plus elle augmente, plus le temps passé avec la famille diminue. Par exemple, en maintenant constants tous les facteurs inclus dans le modèle 4, la durée prédite de temps passé avec la famille était de 52 minutes de moins pour les travailleurs ayant consacré de 9 à 10 heures à leur emploi rémunéré (comparativement à ceux y ayant consacré de 7 à 8 heures).

Or, il se trouve que la durée moyenne consacrée à un emploi rémunéré lors d'une journée de travail typique a augmenté de façon substantielle entre 1986 et 2005 et que la proportion de travailleurs ayant alloué de nombreuses heures à leurs activités rémunérées a aussi augmenté (par exemple, alors que 17 % des travailleurs avaient consacré 10 heures ou plus à leur travail en 1986, c'était le cas de 25 % d'entre eux en 2005).

Cette augmentation de la durée moyenne de la journée de travail a des implications importantes du point de vue des tendances globales du temps moyen passé en famille entre 1986 et 2005. Selon une analyse supplémentaire de décomposition (résultats détaillés non présentés), l'augmentation de la moyenne du nombre d'heures consacrées au travail lors d'une journée type est le facteur ayant le plus fortement contribué à la diminution du temps passé en famille entre 1986 et 2005, soit à environ 39 % de l'ensemble de la diminution. Cette proportion était la plus élevée parmi tous les autres facteurs considérés dans cette étude.

Il faut mentionner que ces résultats ne fournissent pas de renseignements sur le temps passé en famille lors des journées de congé des travailleurs. Des analyses supplémentaires devraient être réalisées pour vérifier si des tendances différentes se dessinent lors de ces journées[15].

Plus on écoute la télévision, plus on passe de temps en famille

Bien que la télévision soit souvent perçue comme une activité individuelle, il s'agit quand même d'une activité qui se fait très souvent en famille ou en couple. Et il s'agit d'une activité qui occupe une grande partie des temps libres des travailleurs. En 2005, mis à part le travail rémunéré et les soins personnels incluant le sommeil, l'écoute de la télévision (incluant les films, vidéocassettes ou DVD) était l'activité à laquelle les travailleurs consacraient le plus de temps (79 minutes) lors d'une journée de travail moyenne.

Les résultats de l'analyse statistique montrent que plus la durée d'écoute de la télévision augmentait lors d'une journée donnée, plus le temps passé en famille augmentait. Par exemple, comparativement à un travailleur qui n'avait pas du tout écouté la télévision durant une journée donnée, un travailleur qui avait passé de 1 à 2 heures devant son téléviseur avait passé en moyenne 58 minutes de plus avec les membres de sa famille (en maintenant constants tous les autres facteurs associés au temps familial, c'est-à-dire à durée de journée de travail équivalente, à durée consacrée aux soins personnels équivalente, à situation familiale égale et ainsi de suite). Même si les gens ne sont pas nécessairement en interaction directe lorsqu'ils écoutent la télé, ils sont néanmoins susceptibles d'être en présence les uns des autres, ce qui est moins le cas lorsqu'il n'y a aucune écoute de la télévision.

Cela étant dit, il est aussi devenu possible, pour de plus en plus de travailleurs, d'écouter la télévision en solitaire. Le nombre de ménage comptant 2 téléviseurs ou plus est passé d'environ 28 % en 1987 à 63 % en 2005. De plus, la proportion de ménages comptant 3 téléviseurs ou plus a bondi dans les dernières années, passant de 18 % en 1997 à 27 % en 2004. Le fait, pour les travailleurs, d'avoir écouté la télévision seuls, ne serait-ce qu'un court moment durant la journée, change complètement la donne en ce qui a trait au lien positif entre l'écoute de la télévision et le temps passé en famille. En effet, les travailleurs qui avaient écouté la télévision seuls durant une journée donnée passaient en moyenne, en maintenant constants tous les autres facteurs pris en compte dans l'analyse, 113 minutes

TSC Plus la durée consacrée à l'écoute de la télévision est longue, plus le temps passé en famille est grand

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
Durée prédite du temps passé avec la famille pour la personne de référence	250 min	247 min	246 min	226 min
Année				
1986	référence	référence	référence	référence
1992	- 19 min	- 23 min	- 16 min	n.s.
1998	- 39 min	- 40 min	- 24 min	n.s.
2005	- 43 min	- 41 min	- 16 min	n.s.
Âge				
15 à 24 ans	...	n.s.	n.s.	n.s.
25 à 29 ans	...	n.s.	n.s.	n.s.
30 à 34 ans	...	référence	référence	référence
35 à 39 ans	...	n.s.	n.s.	n.s.
40 à 44 ans	...	n.s.	n.s.	n.s.
45 ans et plus	...	n.s.	n.s.	-10
Sexe				
Femme	...	référence	référence	référence
Homme	...	- 11 min	n.s.	n.s.
Région				
Atlantique	...	+ 15 min	n.s.	n.s.
Québec	...	n.s.	n.s.	n.s.
Ontario	...	référence	référence	référence
Prairies	...	n.s.	n.s.	n.s.
Colombie-Britannique	...	n.s.	n.s.	n.s.
Situation familiale				
Vit avec un conjoint, aucun enfant	...	référence	référence	référence
Vit avec un conjoint, au moins un enfant entre 0 et 4 ans	...	+ 55 min	+ 53 min	+ 42 min
Vit avec un conjoint, aucun enfant de moins de 5 ans, au moins un enfant entre 5 et 12 ans	...	+ 35 min	+ 32 min	+ 26 min
Vit avec un conjoint, aucun enfant de moins de 13 ans, au moins un enfant entre 13 et 24 ans	...	n.s.	n.s.	n.s.
Parent seul vit au moins avec un enfant entre 0 et 4 ans	...	+ 61 min	+ 50 min	+ 59 min
Parent seul, sans enfants de moins de 5 ans, vit au moins avec un enfant entre 5 et 12 ans	...	n.s.	n.s.	n.s.
Parent seul, sans enfants de moins de 13 ans, vit au moins avec un enfant entre 13 et 24 ans	...	- 76 min	- 69 min	- 40 min
Plus haut niveau de scolarité				
Élémentaire	...	référence	référence	référence
Diplôme d'études secondaires	...	n.s.	n.s.	n.s.
Diplôme d'études collégiales ou d'une école de métiers	...	n.s.	n.s.	n.s.
Diplôme universitaire	...	n.s.	n.s.	n.s.

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
Temps pour le travail et les activités qui y sont liées				
3 à 5 heures	...	...	+ 122 min	+ 121 min
5 à 6 heures	...	...	+ 66 min	+ 68 min
6 à 7 heures	...	...	+ 33 min	+ 33 min
7 à 8 heures	...	...	référence	référence
8 à 9 heures	...	...	- 18 min	- 19 min
9 à 10 heures	...	...	- 48 min	- 52 min
10 à 11 heures	...	...	- 76 min	- 84 min
11 heures et plus	...	...	- 151 min	-151 min
Soins personnels incluant le sommeil				
Moins de 7 heures	...	...	+ 53 min	+ 63 min
7 à 8 heures	...	...	+ 21 min	+ 27 min
8 à 9 heures	...	...	référence	référence
9 à 10 heures	...	...	- 32 min	- 30 min
10 à 11 heures	...	...	- 60 min	- 61 min
11 heures et plus	...	...	- 114 min	- 109 min
Repas à la maison, collation, café				
N'a pas mangé à la maison	...	...	référence	référence
1 à 24 minutes	...	...	n.s.	+ 23 min
25 à 44 minutes	...	...	n.s.	+ 24 min
45 à 64 minutes	...	...	+ 16 min	+ 37 min
65 minutes et plus	...	...	+ 32 min	+ 58 min
Déplacements en voiture ou en transport en commun				
Aucuns déplacements en voiture ni en transport en commun	...	...	référence	référence
1 à 60 minutes	...	...	n.s.	n.s.
61 à 120 minutes	...	...	n.s.	- 14 min
121 minutes et plus	...	...	- 22 min	- 25 min
Déplacements à pied				
Aucuns déplacements à pied	...	...	référence	référence
1 à 30 minutes	...	...	-12 min	- 11 min
31 minutes et plus	...	...	n.s.	n.s.
Activités sociales en dehors de son domicile				
Aucune activité sociale	...	...	référence	référence
1 à 90 minutes	...	...	+ 13 min	+ 16 min
91 minutes et plus	...	...	+ 60 min	+ 60 min
Lecture de livres, revues et journaux				
Aucune lecture	...	...	référence	référence
1 à 60 minutes	...	...	- 16 min	- 11 min
61 minutes et plus	...	...	- 42 min	- 34 min
Télévision, incluant visionnement de vidéocassettes ou DVD				
Aucune télévision	...	...	référence	référence
1 à 60 minutes	...	...	+ 8 min	+ 44 min
61 à 120 minutes	...	...	+ 19 min	+ 58 min
121 à 180 minutes	...	...	+ 29 min	+ 69 min
181 minutes et plus	...	...	+ 55 min	+ 99 min
Prévalence de certaines activités				
A écouté la télévision seul durant la journée				
Non	...	...	...	référence
Oui	...	...	...	- 114 min
A pris seul au moins un repas, une collation ou un café				
Non	...	...	...	référence
Oui	...	...	...	- 55 min
R carré ajusté	0,01	0,05	0,33	0,47

... n'ayant pas lieu de figurer

n.s. : Indique que la différence par rapport au groupe de référence n'est pas statistiquement significative au seuil de $p < 0,01$.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 1986, 1992, 1998 et 2005.

de moins avec les membres de leur famille que ceux qui n'avaient pas écouté la télévision seuls.

Les habitudes des travailleurs du point de vue de la télévision ne sont pas du tout anodines, puisqu'elles ont eu une incidence fort importante sur la diminution du temps passé en famille entre 1986 et 2005. Le fait que de plus en plus de travailleurs aient écouté la télévision seuls durant un moment de la journée (27 % en 2006 contre seulement 17 % en 1986) explique presque le quart (24 %) de la diminution du temps passé en famille. Et le fait que les travailleurs consacrent en moyenne moins de temps à l'écoute de la télévision (diminution d'environ 15 minutes entre 1986 et 2005) a contribué à environ 9 % de la diminution du temps que les travailleurs ont passé en famille.

Plus de gens prennent leurs repas seuls

Les repas, et en particulier le souper, sont des occasions privilégiées de la journée durant lesquelles les membres de la famille interagissent et discutent de leur journée — et se disputent aussi parfois! Or, entre 1986 et 2005, deux tendances relatives aux habitudes des travailleurs relatives aux repas, collations et café ont eu un impact négatif sur le temps passé en famille. Premièrement, la durée moyenne du temps consacré aux repas en dehors des heures de travail a diminué, passant de 60 minutes en 1986 à 45 minutes en 2005. Mais surtout, les travailleurs étaient beaucoup plus susceptibles de prendre au moins un repas, une collation ou un café seuls qu'auparavant (17 % seulement des travailleurs en 1986, contre 27 % en 2005). Après la durée de la journée de travail et le temps consacré à l'écoute de la télévision, c'est du côté des changements des habitudes des travailleurs quant aux repas que l'on doit se tourner pour mieux comprendre la diminution du temps qu'ils passent en famille. Le fait que les travailleurs aient de plus en plus tendance à prendre leurs repas seuls a contribué à 18 % du déclin du temps moyen passé en famille entre 1986 et 2005. Et le fait que la durée moyenne des repas ait diminué sensiblement a contribué à environ 11 % du déclin.

Le résultat relatif à l'association entre la durée consacrée aux soins personnels incluant le sommeil nécessite peu d'explications. Tout comme pour la durée de la journée de travail, plus les personnes consacrent de temps à se laver, à s'habiller ou à dormir, moins elles en disposent pour faire des activités avec les membres de leur famille. L'aspect plus intéressant est que la durée allouée aux soins personnels est le quatrième facteur en importance, à égalité avec le temps consacré aux repas, ayant contribué au déclin du temps consacré à la famille. Autrement dit, si le temps moyen alloué par les travailleurs aux activités familiales a diminué entre 1986 et 2005, c'est en partie à cause du fait que les travailleurs passent plus de temps à dormir, à s'habiller et ainsi de suite.

Le dernier changement ayant eu une influence digne de mention sur la diminution du temps passé en famille entre 1986 et 2005 est la diminution de la prévalence des activités sociales en dehors du domicile des travailleurs et du temps qu'ils y consacrent. En 1986, les travailleurs avaient consacré en moyenne 23 minutes à des activités sociales en dehors de leur domicile (que ce soit aller au restaurant avec une ou plusieurs personnes, visiter des gens chez eux, etc.), cette moyenne chutant de plus de moitié pour passer à 11 minutes seulement en 2005. Il est évident que le fait d'avoir des activités sociales en dehors de son domicile n'implique pas automatiquement que l'on passera plus de temps avec les membres de sa famille — les gens peuvent par exemple passer ce temps de socialisation avec des amis ou des connaissances. Cependant, pour les personnes vivant dans des familles, comme c'est le cas des travailleurs dans la présente étude, plusieurs de ces sorties se font aussi avec le conjoint ou les enfants. Les activités sociales sont donc une occasion propice pour passer du temps en famille. Le fait que la durée moyenne consacrée aux activités sociales en dehors du domicile ait diminué entre 1986 et 2005 a contribué à 7 % du déclin du temps passé en famille.

Les travailleurs mais surtout les travailleuses qui vivent avec de jeunes enfants passent plus de temps en famille

Parmi les autres facteurs qui sont associés à la durée moyenne du temps passé en famille, mais qui ont contribué de façon plus négligeable à la diminution observée entre 1986 et 2005, mentionnons en premier lieu la structure des familles. Comme on le constate dans le modèle 4, en maintenant constants tous les autres facteurs, la durée prédite du temps passé en famille par les travailleurs vivant avec un enfant de moins de 5 ans est significativement plus élevée que celle des travailleurs vivant avec un conjoint, mais sans enfants. Les parents vivant sans conjoint mais avec un enfant en bas âge, c'est-à-dire les travailleurs monoparentaux, étaient ceux qui passaient le plus de temps avec un ou des membres de leur famille (durée prédite d'environ une heure supplémentaire, comparativement aux travailleurs vivant uniquement avec un conjoint). Au contraire, les travailleurs vivant seulement avec un adolescent ou un jeune adulte avaient la plus faible durée prédite de temps passé en famille de toutes les catégories. Cela est d'ailleurs peu surprenant, puisqu'ils n'ont pas de conjoint avec qui partager leurs activités en dehors du travail et que leurs enfants ont probablement leurs propres activités, qu'ils désirent faire seuls ou avec leurs amis.

Ces résultats pour l'ensemble des travailleurs masquent le fait que les femmes vivant en couple sont plus touchées que les hommes, du point de vue du temps passé avec la famille, par la présence de jeunes enfants dans leur ménage.

En effet, la présence d'enfants, et en particulier d'enfants en bas âge, augmente de façon plus importante le temps passé en famille pour les femmes que pour les hommes. Une analyse supplémentaire a démontré que les femmes travailleuses vivant avec un conjoint et un enfant de moins de 5 ans passaient en moyenne 47 minutes de plus avec les membres de leur famille que les hommes dans la même situation familiale (en maintenant les autres facteurs constants). La même analyse a montré que les femmes vivant avec un conjoint et au moins un enfant âgé entre 5 et 12 ans (mais pas de jeunes enfants) passaient en moyenne 23 minutes de plus avec les membres de leur famille que les hommes ayant une situation familiale identique.

Une étude récente a démontré que les hommes et les femmes avaient de plus en plus tendance à se diviser équitablement le travail non rémunéré effectué à la maison, incluant les soins apportés aux enfants[16]. Cependant, la même étude a montré que les femmes continuaient de consacrer sensiblement plus de temps que les hommes aux divers soins des enfants, comme faire la lecture, les emmener au parc, les aider à faire leurs devoirs ou les conduire à différentes activités. Ces clivages persistants expliquent probablement en bonne partie pourquoi les femmes qui vivent en couple et avec un enfant passent plus de temps que les hommes, lors d'une journée typique de travail, en présence d'un ou de plusieurs membres de leur famille.

Les travailleurs monoparentaux de sexe masculin et féminin ne différaient cependant pas de manière statistiquement significative du point de vue du temps passé en présence des membres de leur famille. Il faut cependant dire que la majorité de ces travailleurs monoparentaux sont en fait des femmes (environ les trois quarts dans la présente étude).

Le temps passé à se déplacer, que ce soit en voiture ou en transport en commun, est aussi associé à une légère réduction du temps passé en famille. Cependant, parce que plusieurs de ces déplacements se font pour aller reconduire des enfants à des activités, la force de l'association statistique est relativement faible comparativement à d'autres facteurs. Les travailleurs canadiens passaient en moyenne plus de temps pour se rendre au travail et en revenir en 2005 qu'en 1992[17]. L'analyse montre qu'il ne s'agit cependant pas d'un des principaux facteurs ayant contribué à la diminution du temps passé en famille.

Il en va de même pour les activités de lecture. Cette activité se fait généralement en solitaire, mais elle peut aussi se passer en présence d'un enfant ou d'un conjoint, lorsqu'ils sont présents dans le ménage. Malgré cela, les travailleurs qui avaient lu plus longtemps durant leur journée avaient aussi passé un peu moins de temps en compagnie de leur conjoint ou de leurs enfants.

TSC Qu'en est-il des différences entre hommes et femmes?

Dans le tableau A.1, on constate que les travailleurs masculins passent en moyenne presque autant de temps que les femmes en compagnie des membres de leur famille lors d'une journée de travail typique. Cette absence de différence se confirme d'ailleurs dans plusieurs sous-groupes de la population des travailleurs.

En effet, mis à part le clivage entre les hommes et les femmes selon la structure de leur ménage (en particulier la présence d'enfants, qui a une incidence plus forte sur le temps passé en famille pour les femmes), des analyses supplémentaires n'ont pas permis de découvrir de différences entre les travailleurs et les travailleuses selon leur âge, leur région de résidence ou leur niveau de scolarité. À titre d'exemple, en maintenant les autres facteurs constants, les hommes âgés entre 30 et 34 ans ne passaient ni plus ni moins de temps en compagnie des membres de leur famille que les femmes du même groupe d'âge.

La même chose se confirme en ce qui a trait à l'association entre la durée de la journée de travail et le temps passé en famille; en maintenant constant tous les facteurs inclus dans le modèle 4 et en procédant aux comparaisons selon le sexe, la durée moyenne de temps passé avec la famille par une femme ayant travaillé durant 9 heures, par exemple, était la même que celle d'un homme ayant travaillé le même nombre d'heures.

La seule exception concerne les femmes ayant travaillé entre 3 et 5 heures comparativement aux hommes ayant travaillé le même nombre d'heures. On sait que c'est dans ce sous-groupe que la durée prédite de temps passé en compagnie des membres de la famille augmente le plus (le modèle 4 prédit une augmentation d'environ 2 heures passées en famille pour ce groupe de travailleurs par rapport au groupe de ceux ayant travaillé entre 7 et moins de 8 heures durant la journée). À la lumière de l'analyse supplémentaire comparant les travailleurs selon leur sexe, les femmes qui ont travaillé entre 3 et 5 heures durant la journée avaient une durée prédite de temps passé avec les membres de la famille de 34 minutes de moins que les hommes (en maintenant les autres facteurs constants). Il est néanmoins difficile d'en expliquer les raisons.

En résumé, à part la présence d'enfants chez les travailleurs vivant en couple, la presque totalité des variables qui se sont montrées corrélées au temps passé en famille avaient la même incidence chez les hommes et les femmes.

On constate finalement que lorsque l'on maintient tous les autres facteurs constants, le sexe, l'âge, le niveau de scolarité et la région de résidence ne sont pas associés à une diminution ou à une augmentation statistiquement significative du temps passé en famille, et ce, parce que les autres facteurs mentionnés plus haut, comme la durée de la journée de travail, la structure familiale ou le fait d'avoir écouté la télévision, seul ou non, avaient une influence beaucoup plus marquée sur le temps passé en famille. Ainsi, à durée de journée de travail équivalente, par exemple, le fait que l'on soit un travailleur plus jeune ou plus vieux n'a pas d'incidence sur les chances que l'on passe plus ou moins de temps en famille.

Résumé

Depuis 1986, le temps moyen consacré par les travailleurs à faire des activités en présence des membres de leur famille lors d'une journée type a diminué sensiblement, passant d'environ 4 heures et 10 minutes par jour en 1986 à environ 3 heures et 25 minutes en 2005. Cette diminution a été observée dans la majorité des sous-groupes de la population des travailleurs, incluant les hommes et les femmes, les travailleurs vivant uniquement avec un conjoint et ceux vivant avec de jeunes enfants, les travailleurs ayant un diplôme universitaire et ceux n'ayant pas terminé leurs études secondaires. En bref, la diminution du temps que passent les travailleurs en compagnie des membres de leur famille était généralisée.

Plusieurs facteurs, associés à cette diminution du temps passé en famille entre 1986 et 2005, ont été identifiés dans l'étude. Le fait que la moyenne de temps consacré à l'emploi rémunéré lors d'une journée de travail type ait augmenté sensiblement depuis 1986 est le principal facteur expliquant pourquoi les gens passaient moins de temps en famille. Les autres facteurs qui ont eu une incidence sur la durée du temps passé en famille au cours de cette période sont en ordre d'importance relative : le fait que les travailleurs aient de plus en plus tendance à écouter la télévision seuls, à manger seuls, et qu'ils consacrent de moins en moins de temps aux repas, à écouter la télévision et à faire des activités sociales en dehors du domicile.

D'autres facteurs étaient corrélés au temps passé en famille. La présence d'un enfant dans la famille, en particulier d'un jeune enfant, était associée à une hausse substantielle du nombre de minutes passées en compagnie des membres de la famille lors d'une journée de travail type. C'était particulièrement le cas pour les femmes travailleuses vivant dans ce type de ménage. Aussi, la hausse du temps consacré à se déplacer en voiture, et à la lecture, diminuait le temps passé en famille.

Martin Turcotte est chercheur en sciences sociales à la Division de la statistique sociale et autochtone, Statistique Canada.

1. Sondage Ipsos-Reid. 2003. « Balance tops list of job desires / Life outside office beats money and job title », Globe and Mail, 7 mai.
2. Ressources humaines et développement social Canada. 2005. *Conciliation travail-vie au Canada*, http://www.rhdcc.gc.ca/asp/passerelle.asp?hr=fr/.
3. Développement des ressources humaines du Canada. 2000. *Les dispositions favorisant la conciliation travail-famille dans les conventions collectives au Canada,* publié sous la direction de Charles-Philippe Rochon, décembre.
4. A. Lacoursière. 2006. « Refuser une promotion, une nouvelle mode », *La Presse*, lundi 20 novembre, La Presse affaire, p. 1.
5. L. Duxbury, C. Higgins et D. Coghill. 2003. *Témoignages canadiens: À la recherche de la conciliation travail-vie personnelle,* Gouvernement du Canada.
6. K.J.C. White et A.M. Guest. 2003. « Community lost or transformed? Urbanization and social ties », *City and community,* vol. 2, nº 3, p. 239 à 259; J. Beggs, V. Haines et J. Hurlbert. 1996. « Revisiting the rural-urban constrast: personal networks in non-metropolitan and metropolitan settings », *Rural Sociology,* vol. 61, p. 306 à 325.
7. W. Clark. 2002. « Le temps passé seul », *Tendances sociales canadiennes*, produit nº 11-008-XIF au catalogue de Statistique Canada, nº 66, p. 2 à 7.
8. A. Rufus. 2003. *Party of one: the loners' manifesto,* New York: Marlowe & Company; L. Fisher. 2001. *Celebrating Time Alone: Stories of Splendid Solitude,* Hillsboro, Beyond Words Publishing Inc.
9. C.R. Long et J.R. Averill. 2003. « Solitude : an exploration of benefits of being alone », *Journal for the Theory of Social Behaviour,* vol. 33, nº 1, p. 21 à 44.
10. Les périodes de temps qui sont passées seul ne sont pas nécessairement exemptes d'interactions sociales. Les travailleurs, lorsqu'ils sont seuls, peuvent en effet parler au téléphone ou utiliser les technologies informatiques comme les courriels ou le clavardage pour communiquer avec leurs proches. Le temps consacré à ces activités, où il y a interaction sociale malgré le fait que les personnes soient seules, est néanmoins marginal pour la très grande majorité des travailleurs. En 2005, la durée moyenne de temps passé à discuter au téléphone par les travailleurs lors d'une journée de travail (mais en dehors des heures de travail) était de moins de deux minutes par jour. Pour ce qui est du temps à clavarder ou à communiquer avec d'autres personnes par courriel, la moyenne n'était que d'environ 4 minutes. En bref, la plus grande partie du temps que les travailleurs passent seuls en dehors de leurs heures de travail n'implique pas d'interactions sociales avec les membres de leur famille.
11. L.C. Sayer, A.H. Gauthier et F.F. Furstenberg jr. 2004. « Educational differences in parents' time with children: Cross-national variations », *Journal of Marriage and the Family,* vol. 66, p. 1152 à 1169.
12. L.C. Sayer, S.M. Bianchi et J.P. Robinson. 2004. « Are parents investing less in children? Trends in mothers' and fathers' time with children », *American Journal of Sociology,* vol. 110, nº 1, p. 1 à 43; W.J. Yeung, J.F. Sandberg, P.E. Davis-Kean et S.L. Hofferth. 2001. « Children's time with fathers in intact families », *Journal of Marriage and the Family*, vol. 63, p. 136 à 154.

13. Sayer, Gauthier et Furstenberg jr. 2004.

14. Au contraire, il est possible que les travailleurs qui ont plus tendance à passer beaucoup de temps en famille, par exemple, ceux qui vivent dans une famille avec de jeunes enfants, soit proportionnellement moins représentés dans la population (entraînant donc la moyenne globale du temps passé en famille à la baisse). Sayer, Gauthier et Furstenberg jr. 2004.

15. On doit aussi souligner qu'il est impossible de savoir si le temps total passé par les travailleurs lors d'une semaine complète a diminué de façon aussi importante entre 1986 et 2005. Des données permettant de décrire et de documenter de telles tendances sur une base hebdomadaire n'existent malheureusement pas.

16. K. Marshall. 2006. « Convergence des rôles des sexes », *L'emploi et le revenu en perspective*, produit nº 75-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, juillet, vol. 7, nº 7.

17. M. Turcotte. 2006. *Le temps pour se rendre au travail et en revenir*, produit nº 89-622-XIF au catalogue de Statistique Canada.

TSC

Tableau A.1 Temps moyen que les travailleurs ont passé avec leur famille lors d'une journée de travail typique en 1986 et 2005, selon certaines caractéristiques

	Temps moyen passé avec la famille par jour		
	1986	2005	Changement entre 1986 et 2005
	minutes		
Total des travailleurs	250	206	-44
Âge			
15 à 24 ans	243	207	n.s.
25 à 29 ans	247	208	-39
30 à 34 ans	264	220	-44
35 à 39 ans	246	223	-23
40 à 44 ans	243	212	-31
45 ans et plus	249	194	-54
Sexe			
Femme	248	209	-39
Homme	250	205	-45
Région			
Atlantique	258	220	-38
Québec	237	209	-28
Ontario	254	205	-50
Prairies	255	207	-48
Colombie-Britannique	250	201	-49
Situation familiale			
Vit avec un conjoint, aucun enfant	231	191	-40
Vit avec un conjoint, au moins un enfant entre 0 et 4 ans	274	244	-30
Vit avec un conjoint, aucun enfant de moins de 5 ans, au moins un enfant entre 5 et 12 ans	271	227	-44
Vit avec un conjoint, aucun enfant de moins de 13 ans, au moins un enfant entre 13 et 24 ans	247	198	-49
Parent seul vit au moins avec un enfant entre 0 et 4 ans	346	251	-95
Parent seul, sans enfants de moins de 5 ans, vit au moins avec un enfant entre 5 et 12 ans	243	196	n.s.
Parent seul, sans enfants de moins de 13 ans, vit au moins avec un enfant entre 13 et 24 ans	150	132	n.s.
Plus haut niveau de scolarité			
Primaire	252	210	-42
Diplôme d'études secondaires	254	203	-50
Diplôme d'études collégiales ou d'une école de métiers	243	205	-38
Diplôme universitaire	241	211	-30
Temps pour le travail et pour les activités qui y sont liées			
3 à 5 heures	379	345	n.s.
5 à 6 heures	341	307	n.s.
6 à 7 heures	279	270	n.s.
7 à 8 heures	270	236	34
8 à 9 heures	260	219	41
9 à 10 heures	220	202	18
10 à 11 heures	206	164	42
11 heures et plus	118	107	n.s.

TSC Tableau A.1 Temps moyen que les travailleurs ont passé avec leur famille lors d'une journée de travail typique en 1986 et 2005, selon certaines caractéristiques (suite)

	Temps moyen passé avec la famille par jour		
	1986	2005	Changement entre 1986 et 2005
	minutes		
Soins personnels incluant le sommeil			
Moins de 7 heures	303	244	-58
7 à 8 heures	257	216	-40
8 à 9 heures	250	213	-37
9 à 10 heures	228	185	-43
10 à 11 heures	208	179	n.s.
11 heures et plus	189	143	n.s.
Temps pour repas et collations			
N'a pas mangé à la maison	169	200	n.s.
1 à 24 minutes	233	183	-51
25 à 44 minutes	227	196	-31
45 à 64 minutes	245	211	-35
65 minutes et plus	285	233	-53
Déplacements en voiture ou en transport en commun			
Aucuns déplacements en voiture ni en transport en commun	242	201	-42
1 à 60 minutes	248	196	-52
61 à 120 minutes	246	216	-30
121 minutes et plus	273	221	-52
Déplacements à pied			
Aucuns déplacements à pied	248	205	-43
1 à 30 minutes	247	221	n.s.
31 minutes et plus	277	208	-70

	Temps moyen passé avec la famille par jour		
	1986	2005	Changement entre 1986 et 2005
	minutes		
Activités sociales en dehors de son domicile			
Aucune activité sociale	239	199	-40
1 à 90 minutes	270	234	n.s.
91 minutes et plus	338	324	n.s.
Lecture de livres, revues et journaux			
Aucune lecture	253	208	-45
1 à 60 minutes	242	205	-37
61 minutes et plus	236	174	-61
Télévision, incluant le visionnement de vidéocassettes ou de DVD			
Aucune télévision	218	184	-34
1 à 60 minutes	236	193	-43
61 à 120 minutes	241	216	-25
121 à 180 minutes	260	228	-32
181 minutes et plus	323	256	-67
Prévalence de certaines activités			
A écouté la télévision seul durant la journée			
Non	268	231	-37
Oui	158	137	-21
A pris seul au moins un repas, une collation, un café			
Non	264	235	-29
Oui	213	166	-47

n.s. : Indique que la différence entre la durée moyenne du temps passé en famille en 1986 par rapport à 2005 n'est pas statistiquement significative au seuil de $p < 0,01$.
Source : Enquête sociale générale de 1986 et 2005.

TSC Tableau A.2 Changement du profil des travailleurs vivant dans une famille entre 1986 et 2005

	1986	1992	1998	2005
	%			
Âge				
15 à 24 ans	6	5	3	3
25 à 29 ans	14	12	9	8
30 à 34 ans	17	15	15	12
35 à 39 ans	18	18	18	15
40 à 44 ans	15	18	19	18
45 ans et plus	30	32	36	44
Sexe				
Femme	35	40	42	41
Homme	65	60	58	59
Région				
Atlantique	7	8	7	7
Québec	27	24	23	23
Ontario	37	38	40	39
Prairies	18	19	17	17
Colombie-Britannique	10	11	11	13
Situation familiale				
Vit avec un conjoint, aucun enfant	30	31	33	34
Vit avec un conjoint, au moins un enfant entre 0 et 4 ans	21	21	17	16
Vit avec un conjoint, aucun enfant de moins de 5 ans, au moins un enfant entre 5 et 12 ans	13	22	22	20
Situation familiale (suite)				
Vit avec un conjoint, aucun enfant de moins de 13 ans, au moins un enfant entre 13 et 24 ans	22	20	20	22
Parent seul vit au moins avec un enfant entre 0 et 4 ans	1	1	1	1
Parent seul, sans enfants de moins de 5 ans, vit au moins avec un enfant entre 5 et 12 ans	1	2	2	3
Parent seul, sans enfants de moins de 13 ans, vit au moins avec un enfant entre 13 et 24 ans	3	2	4	4
Plus haut niveau de scolarité				
Primaire	34	19	15	9
Diplôme d'études secondaires	35	35	34	31
Diplôme d'études collégiales ou d'une école de métiers	16	26	27	30
Diplôme universitaire	15	20	24	30
Prévalence de certaines activités				
Écoute de la télévision seul	17	25	30	27
Repas, collation ou café seul à la maison	28	41	45	42

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 1986, 1992, 1998 et 2005.

TSC Tableau A.3 Changement du temps qu'allouent les travailleurs à certaines activités entre 1986 et 2005

	1986	1992	1998	2005
	minutes			
Temps pour le travail et les activités qui y sont liées	506	523	528	536
Soins personnels incluant le sommeil	491	484	488	500
Repas à la maison, collation, café	60	52	44	45
Déplacements en voiture ou en transport en commun	66	68	72	73
Déplacements à pied	5	5	5	3
Activités sociales en dehors de son domicile	23	16	14	11
Lecture (livres, revues, journaux, etc.)	18	17	15	10
Télévision, incluant le visionnement de vidéo-cassettes ou de DVD	95	89	84	79

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 1986, 1992, 1998 et 2005.

Suivre l'actualité : les Canadiens et leur rapport aux médias

par Leslie-Anne Keown

L'actualité est le premier jet de l'Histoire — Philip Graham

Les commentateurs comme les politicologues considèrent qu'une population informée et engagée forme la pierre angulaire d'une démocratie active et prospère[1]. Bien entendu, l'une des principales manières pour un citoyen de se tenir au courant consiste à suivre les nouvelles et l'actualité. En outre, on considère que le type de média choisi est aussi un facteur important, en particulier pour déterminer les niveaux de participation politique[2].

Par conséquent, lorsqu'on sait quels Canadiens suivent les nouvelles de manière constante, on acquiert une meilleure compréhension de leur engagement dans la vie politique. Il importe aussi de connaître les sources d'information qu'ils consultent et la diversité de celles-ci.

Dans le présent article, on analyse la population canadienne et son rapport aux médias en se servant de l'Enquête sociale générale (ESG) de 2003 sur l'engagement social. En premier lieu, on examine en quoi les personnes qui suivent l'actualité diffèrent de celles qui ne le font pas. Ensuite, on affine l'analyse en ne s'intéressant qu'aux personnes qui se renseignent assidûment. On analyse la diversité des médias qu'elles consultent et les facteurs susceptibles d'influencer leurs choix. Enfin, l'article se conclut par une comparaison entre les Canadiens qui se fient exclusivement sur la télévision pour s'informer et ceux qui consultent différentes sources, puis l'on se demande en quoi ces divers choix influencent leur activité politique autre que le vote.

Les Canadiens, et en particulier les personnes âgées, ont tendance à s'informer quotidiennement

En 2003, la vaste majorité des Canadiens (89 %) suivaient régulièrement les nouvelles et l'actualité, soit chaque jour ou plusieurs fois par semaine (tableau 1). Cependant, les personnes âgées de 65 ans et plus avaient davantage tendance à suivre les nouvelles régulièrement que les jeunes adultes entre 19 et 24 ans (soit 95 % par rapport à 79 %). On ignore la raison d'être de cette différence. Cependant certaines recherches l'ont attribuée au temps dont une personne dispose pour se renseigner et aux différences générationnelles[3].

D'autres caractéristiques importantes distinguent les personnes qui suivent fréquemment l'actualité de celles qui ne le font pas. Les hommes, les personnes mariées ou vivant en union de fait, les professionnels et les gestionnaires, les personnes gagnant un revenu supérieur étaient les plus susceptibles de suivre régulièrement l'actualité.

Le statut d'immigrant des Canadiens, la région ou la ville où ils habitent n'a que peu d'influence sur la fréquence à laquelle ils se renseignent. En revanche, la langue la plus souvent parlée à la maison fait une réelle différence. Les Canadiens dont le français est la langue de choix étaient davantage enclins à suivre les nouvelles au moins plusieurs fois par semaine.

La télévision est la source de nouvelles la plus répandue

La plupart des Canadiens suivent régulièrement l'actualité, mais où puisent-ils leurs nouvelles[4]? Dans cette partie, nous examinons les personnes qui suivent assidûment l'actualité pour voir si elles consultent une ou plusieurs sources pour se renseigner.

Les personnes qui suivent régulièrement l'actualité consultent presque toujours la télévision. En effet, 91 % d'entre elles ont précisé qu'elle était une source d'information pour elles (graphique 1). On peut donc considérer la télévision comme le moyen le plus répandu de se renseigner. Toutefois, certains groupes se tournent vers la télé plus que d'autres. Parmi eux, on retrouve les personnes de 45 ans ou plus, les femmes, les personnes mariées ou vivant en union de fait, celles dont

TSC Tableau 1 Les aînés, les hommes, les personnes mariées ou en union de fait et celles ayant des revenus supérieurs suivent fréquemment l'actualité

	% des personnes suivant les nouvelles tous les jours ou toutes les semaines
Tous les répondants de 19 ans et plus suivant couramment les nouvelles	89
Caractéristiques démographiques	
Âge	
19 à 24 ans	*79*
25 à 44 ans	87*
45 à 64 ans	93*
65 ans et plus	95*
Sexe	
Femme	88*
Homme	*91*
État matrimonial	
Marié ou en union libre	91*
Autre	*86*
Emploi et niveau de scolarité	
Plus haut niveau de scolarité	
Aucunes études postsecondaires	87*
Études postsecondaires partielles	*91*
Type d'emploi	
Professionnel ou gestionnaire	93*
Autres types d'emploi	*88*
Revenu du ménage	
Moins de 29 999 $	*87*
De 30 000 $ à 59 999 $	89*
60 000 $ et plus	92*
Non déclaré	87

	% des personnes suivant les nouvelles tous les jours ou toutes les semaines
Statut d'immigrant et langue	
Né au Canada	
Oui	89
Non	*90*
Langue parlée à la maison	
Anglais	*89*
Français	91*
Autre	87*
Lieu de résidence	
Région	
Atlantique	88*
Québec	91*
Ontario	*90*
Prairies	88*
Colombie-Britannique	88*
Région urbaine ou rurale	
Montréal	91*
Toronto	92*
Vancouver	89*
Autre RMR[1]	89*
AR[2]	88*
Région rurale	*87*

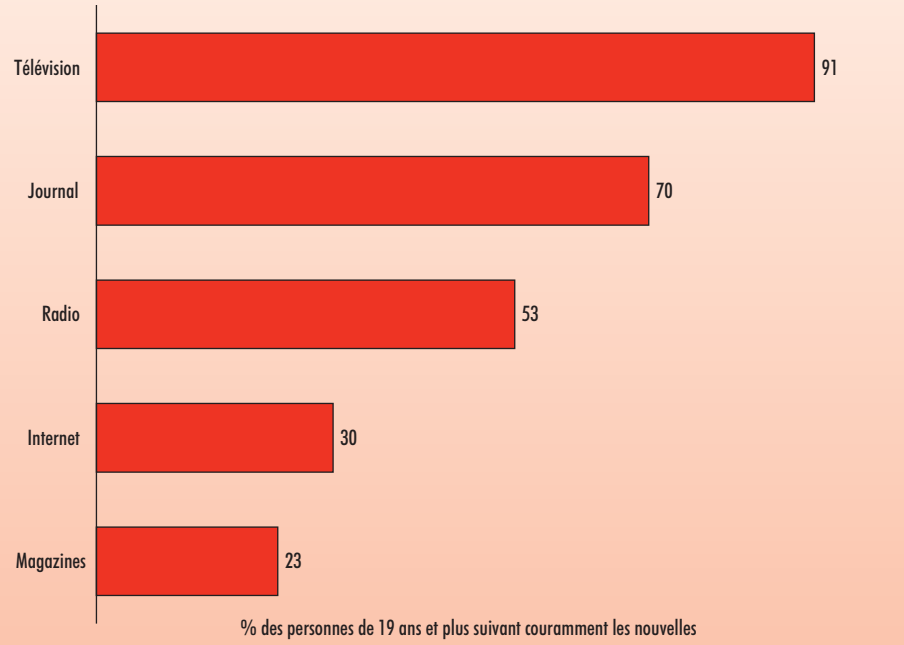
1. Région métropolitaine de recensement.
2. Agglomération de recensement.
* Significativement différent du groupe de référence en italique à $p < 0,05$.
Sources : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2003.

le revenu du ménage est inférieur à 60 000 $ par année et les personnes résidant au Québec. Ces profils sont très semblables à ceux qui se dessinent en matière d'écoute de la télévision pour l'ensemble du Canada et reflètent les conclusions d'études antérieures sur les types d'émissions télévisées regardées par les Canadiens (tableau 2)[5].

Un élément presque aussi important dans la consommation journalière de nouvelles est la presse écrite. En effet, 70 % des personnes qui se renseignent assidûment affirment que le journal est l'une de leurs principales sources d'information. Les personnes qui ont davantage tendance à lire les journaux englobent les personnes de 45 ans et plus; les hommes; les personnes ayant fait des études postsecondaires; celles disposant d'un revenu familial supérieur à 60 000 $ par année; et les professionnels et les gestionnaires.

La troisième source la plus commune d'information était la radio, auprès de laquelle 53 % des personnes assidues aux nouvelles ont affirmé faire le plein. Les personnes âgées avaient plus tendance à l'écouter que le reste des Canadiens, leur proportion s'élevant à 83 %. D'autres groupes y faisaient aussi particulièrement appel, soit les gens mariés ou en union de fait; les gens ayant fait des études postsecondaires; les professionnels et les gestionnaires; ceux qui s'expriment plus souvent en anglais à la maison; et les Canadiens hors Québec.

TSC Graphique 1 Pour les personnes assidues aux nouvelles, la télévision est toujours la favorite



Source : Enquête sociale générale de 2003.

L'Internet fait partie des sources consultées, surtout chez les jeunes

En 2003, 30 % des Canadiens ayant suivi assidûment les nouvelles l'ont fait par Internet. Cela n'a rien de surprenant, puisque d'autres études ont révélé que l'accès aux services de nouvelles est l'une des activités les plus répandues sur Internet[6]. (Il faut rappeler aux lecteurs que ces résultats se fondent sur l'utilisation faite en 2003 et que, depuis lors, les modes d'utilisation d'Internet ont considérablement changé.)

Parmi les Canadiens ayant suivi régulièrement l'actualité, le recours à Internet pour ce faire était plus courant chez les jeunes de 19 à 24 ans et moins courant chez les personnes âgées, leurs proportions respectives étant de 42 % et de 9 %. Les hommes étaient aussi plus enclins que les femmes à l'utiliser, de même que les personnes ayant fait des études postsecondaires par rapport à celles n'en ayant pas fait. Les professionnels et les gestionnaires étaient deux fois plus enclins que les personnes d'autres groupes professionnels à inclure Internet dans leur régime d'information quotidien, peut-être parce que les personnes occupant ces types d'emploi ont tendance à utiliser Internet au travail. Les Canadiens dotés de revenus supérieurs étaient également plus susceptibles de suivre les nouvelles sur Internet que les personnes ayant des revenus moindres. (L'ampleur de certaines des différences observées peut avoir diminué depuis qu'Internet est devenu plus accessible à un plus grand nombre de Canadiens.)

On a aussi fait une constatation importante quant à l'emploi d'Internet : les personnes nées à l'étranger étaient davantage portées à s'en servir pour se tenir au courant de l'actualité. Internet peut donner des nouvelles d'autres régions du monde de manière plus approfondie que les sources d'information plus conventionnelles que sont la presse écrite et la télévision. Les immigrants peuvent aussi utiliser Internet de manière plus courante en raison de la disponibilité des nouvelles dans la langue de leur choix.

La valeur multilingue d'Internet se confirme lorsqu'on fait un lien entre l'utilisation d'Internet et la langue la plus couramment employée à la maison. Les personnes s'exprimant chez elles dans une langue autre que l'anglais ou le français avaient davantage tendance à utiliser Internet comme source d'information que celles qui s'exprimaient dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. En 2003, les francophones représentaient le groupe linguistique le moins enclin à se servir d'Internet comme source d'information. Ceci est peut-être davantage lié à l'accès à Internet en soi qu'à une question d'appartenance linguistique, puisqu'à cette époque, le Québec présentait des taux d'utilisation globale d'Internet inférieurs à ceux des autres régions du Canada[7].

Les Canadiens aiment glaner les nouvelles de diverses sources

Les Canadiens qui suivent l'actualité au quotidien ou plusieurs fois par semaine ont tendance à aller chercher l'information auprès de plusieurs sources. Seulement 17 % des personnes qui suivaient assidûment l'actualité ne consultaient qu'une seule source (en général, la télévision). La vaste majorité, soit 72 %, puisait l'information de deux à quatre sources différentes et environ 10 % faisaient appel aux cinq types de médias existants. En moyenne, les personnes assidues aux nouvelles ont consulté 2,7 sources d'information. Parmi elles, les 45 à 64 ans ont recouru à un plus grand nombre de sources que les autres groupes d'âge; les hommes ont consulté davantage de sources que les femmes et les personnes ayant fait des études postsecondaires avaient tendance à choisir davantage de sources que celles ayant obtenu un diplôme d'études secondaires ou moins.

C'est chez les professionnels et les gestionnaires que le nombre de sources consultées est le plus élevé. Dans ce groupe, le nombre moyen de sources d'information consultées était

TSC Tableau 2 Les personnes assidues aux nouvelles employaient la télévision, mais faisaient généralement appel à plus d'une source

	% de personnes assidues aux nouvelles					Nombre moyen de sources consultées
	Télévision	Radio	Journal	Magazines	Internet	
Tous les répondants de 19 ans et plus suivant couramment les nouvelles	91	53	70	23	30	2,67
Caractéristiques démographiques						
Âge						
19 à 24 ans	*86*	*41*	*66*	*20*	*42*	*2,55*
25 à 44 ans	89*	54*	67*	21*	38*	2,70*
45 à 64 ans	92*	57*	73*	25*	27*	2,73*
65 ans et plus	95*	83*	74*	24*	9*	2,55
Sexe						
Femme	92	52	68*	22	24*	2,58*
Homme	*90*	*54*	*73*	*24*	*36*	*2,76*
État matrimonial						
Marié ou en union libre	91*	56*	72*	23*	30	2,71*
Autre	*89*	*49*	*68*	*21*	*30*	*2,58*
Type d'emploi et niveau de scolarité						
Plus haut niveau de scolarité						
Aucunes études postsecondaires	93*	47*	64*	16*	12*	2,32*
Études postsecondaires partielles	*89*	*57*	*73*	*26*	*39*	*2,81*
Type d'emploi						
Professionnel ou gestionnaire	91*	60*	75*	30*	48*	3,04*
Autres types d'emploi	*88*	*52*	*69*	*21*	*24*	*2,58*
Revenu du ménage						
Moins de 29 999 $	*93*	*48*	*61*	*18*	*20*	*2,40*
De 30 000 $ à 59 999 $	91*	53*	68*	21*	27*	2,59*
60 000 $ et plus	87*	59*	76*	28*	41*	2,92*
Non déclaré	92*	49	69*	19*	21*	2,50*
Statut d'immigrant et langue						
Né au Canada						
Oui	91	54	71*	23	28*	2,67
Non	*90*	*52*	*67*	*20*	*36*	*2,68*
Langue parlée à la maison						
Anglais	*89*	*57*	*75*	*25*	*32*	*2,79*
Français	94*	44*	61*	19*	21*	2,39*
Autre	90*	49*	62*	18*	34*	2,53*
Lieu de résidence						
Région						
Atlantique	91*	58*	67*	17*	24*	2,57*
Québec	94*	46*	62*	19*	23*	2,44*
Ontario	*89*	*55*	*74*	*24*	*34*	*2,75*
Prairies	90	56*	74	24	29*	2,73*
Colombie-Britannique	89	57*	75*	27*	36*	2,81*
Région urbaine ou rurale						
Montréal	93	48*	63	21*	29*	2,53*
Toronto	90*	55*	73*	24*	39*	2,80*
Vancouver	88*	57*	74*	25*	39*	2,83*
Autre RMR[1]	89*	54	73*	24*	32*	2,73*
AR[2]	92	53	74*	23*	26*	2,67*
Région rurale	*92*	*54*	*64*	*20*	*19*	*2,48*

1. Région métropolitaine de recensement.
2. Agglomération de recensement.
* Significativement différent du groupe de référence en italique à $p < 0,05$.

Sources : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2003.

de 3,0, soit un chiffre nettement plus élevé que celui des autres catégories professionnelles (2,6). Cette tendance était également relative au revenu. En effet, les Canadiens dont le revenu du ménage dépassait 60 000 $ par année consultaient une gamme de sources plus diversifiée que ceux des autres groupes de revenu.

Le choix de la langue influence également le nombre de sources que consultent chaque jour les Canadiens. Parmi les personnes assidues aux nouvelles, celles s'exprimant en anglais à la maison avaient le régime le plus varié, suivies de celles s'exprimant dans une langue autre que l'anglais ou le français. Enfin, les personnes qui parlent le français à la maison consultaient le moins de sources différentes.

Étant donné l'influence que la langue a sur la diversité des sources, il n'est pas surprenant que la région influe également sur le choix des médias. Les personnes assidues aux nouvelles au Québec et dans les provinces atlantiques ont choisi un nombre de sources plus restreint que leurs homologues dans d'autres régions du Canada. Parmi les Canadiens vivant dans les trois principales régions métropolitaines de recensement (RMR), ceux de Montréal se démarquaient par le nombre moyen de sources d'information le plus bas. De même, les résidents des régions rurales étaient ceux dont les sources d'information étaient les moins variées par rapport aux résidents des plus grands centres urbains.

En examinant ces résultats, on constate que la variété des sources d'information peut être directement liée à la taille du marché médiatique. Pour que les sources d'information soient variées, il est essentiel que la personne qui suit l'actualité puisse y recourir rapidement et qu'elles soient accessibles dans la langue de son choix. Si la sélection proposée est plus limitée, elle aura tendance à se tourner vers la télévision, puisque cette dernière est accessible à presque tout le monde.

Les anglophones assidus aux nouvelles qui vivent en milieu urbain ont moins tendance à se fier uniquement à la télévision

Les jeunes adultes, les femmes, les célibataires, les personnes n'ayant pas fait d'études postsecondaires et celles qui se situent dans les tranches de revenu inférieur ont davantage tendance à se fier uniquement sur la télévision pour se renseigner.

Le choix de la télévision comme unique source d'information est également plus courant chez les personnes préférant s'exprimer dans une langue autre que l'anglais. On fait le même constat lorsqu'on examine la situation géographique. Les pourcentages plus élevés de personnes se fiant uniquement sur la télévision pour s'informer se retrouvent à Montréal ou dans les régions plus rurales. Cela correspond à la tendance qui se dessine lorsqu'on examine le rapport de la population canadienne à la télévision en général[8].

Les personnes qui suivent étroitement les nouvelles ont davantage tendance à participer à des activités politiques autres que le vote

Les personnes qui suivent étroitement les nouvelles avaient tendance à s'impliquer davantage dans des activités politiques autres que le vote, comme le fait d'assister à des réunions publiques, d'effectuer des recherches sur des questions politiques; de se porter bénévoles pour un parti politique; d'exprimer leur point de vue en s'adressant à un journal ou à un politicien; de signer une pétition ou de prendre part à une marche ou à une manifestation (graphique 2). La différence était particulièrement prononcée entre les personnes qui ne participaient à aucune activité et celles qui y avaient participé à quatre reprises ou plus. Cette constatation rejoint celles d'autres études qui disent que suivre l'actualité est le propre des citoyens plus engagés sur le plan politique[9]. Ces dernières révélaient que les personnes qui doivent lire ou déployer un effort en rapport avec le moyen de communication présentaient un taux plus élevé d'engagement civique et une connaissance plus approfondie de l'actualité que celles qui se fiaient complètement ou presque sur la télévision pour suivre l'actualité[10].

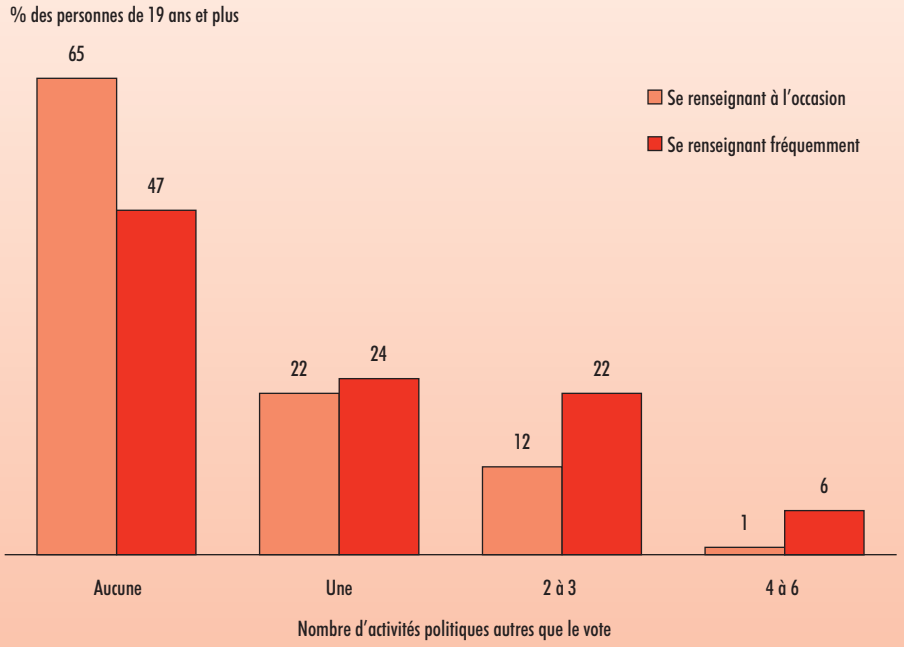
Les données tirées de l'ESG confirment que le moyen choisi influence la participation à des activités politiques autres que le vote. Les personnes qui s'informaient régulièrement et qui ne se fiaient que sur la télévision pour ce faire avaient tendance à participer à un moins grand nombre d'activités politiques autres que le vote (graphique 3). En fait, les personnes qui ne comptaient que sur la télévision pour s'informer étaient très proches, sur le plan de l'engagement politique, de celles qui ne suivaient pas du tout les nouvelles. Cette constatation étaye une recherche effectuée aux États-Unis selon laquelle les taux inférieurs de participation politique sont liés au fait de se fier uniquement sur la télévision pour s'informer de l'actualité[11].

Résumé

La plupart des Canadiens suivent les nouvelles et l'actualité au moins plusieurs fois par semaine. Un petit nombre de Canadiens ne consultent qu'une seule source pour suivre l'actualité. Cependant, la diversité des sources d'information consultées semble dépendre de leur accessibilité, soit un nombre suffisant de sources différentes, et ce, dans la langue préférée du consommateur. Les Canadiens vivant dans des régions rurales et ceux qui s'expriment le plus souvent en français à la maison trouvent cet accès plus difficile que d'autres consommateurs de nouvelles. Lorsque l'accès à des sources additionnelles d'information se trouve bloqué, pour quelque raison que ce soit, les gens ont alors tendance à se tourner vers la télévision pour suivre l'actualité.

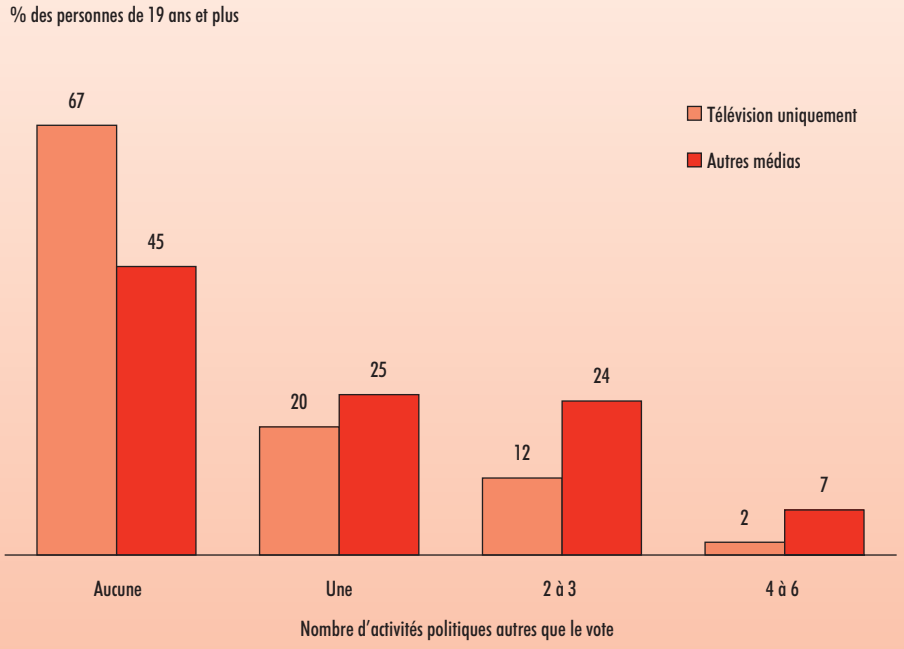
Le niveau d'engagement politique des Canadiens est également

Graphique 2 Les personnes suivant couramment les nouvelles s'engagent davantage dans les activités politiques autres que le vote



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2003.

Graphique 3 Ne consulter que la télévision pour se renseigner se traduit par une plus faible participation aux activités politiques autres que le vote



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2003.

influencé par la fréquence à laquelle ils se renseignent et par le choix des sources qu'ils font parmi ce qui leur est offert. Les personnes qui suivent l'actualité avec assiduité participent à davantage d'activités politiques, tandis que le profil d'activité politique de celles qui se fient uniquement sur la télévision est très proche à celles qui ne suivent pas du tout les nouvelles. Les Canadiens qui suivent l'actualité avec assiduité auprès d'une vaste gamme de sources d'information semblent être les plus enclins à être politiquement engagés.

Leslie-Anne Keown est analyste pour *Tendances sociales canadiennes*.

1. M.R. Nakhaie. 2006. « Electoral participation in municipal, provincial and federal elections in Canada », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 39, nº 2, p. 363 à 390.
2. M. Jennings et Zeitner, C. 2003. « Internet use and civic engagement », *Public Opinion Quarterly*, vol. 67, p. 311 à 334; Putnam, R. 2000. *Bowling Alone*. New York, Simon and Schuster; D. Shah, McLeod, J. et Yoon, S. 2001. « Communication, context, and community: An exploration of print, broadcast, and Internet influences », *Communication Research*, vol. 28, nº 4, p. 464 à 506.
3. J. Sandell et Plutzer, E. 2005. « Families, divorce and voter turnout in the US », *Political Behavior*, vol. 27, nº 2, p. 133 à 162; A. Vromen. 2003. « "People try to put us down"...:Participatory citizenship of Generation X », *Australian Journal of Political Science*, vol. 38, nº 1, p. 79 à 99.
4. On a posé la question aux répondants à propos de chaque source d'information distincte en précisant qu'ils pouvaient choisir plusieurs sources. On n'a pas demandé aux répondants à quelle fréquence ils consultaient ces sources.
5. Statistique Canada. 2004. L'écoute de la télévision : tableaux de données, produit nº 87F0006XIF au catalogue de Statistique Canada, automne.
6. H. Dryburgh. 2001. *Changing our Ways: Why and How Canadians Use the Internet*, produit nº 56F0006XIF au catalogue de Statistique Canada.

TSC Ce qu'il faut savoir sur la présente étude

L'Enquête sociale générale (ESG) de 2003 sur l'engagement social portait sur environ 25 000 Canadiens de 15 ans et plus, vivant en ménages privés dans les 10 provinces. Cette étude a été préparée dans le but d'analyser le niveau d'engagement social et d'approfondir notre compréhension de la manière dont les réseaux sociaux et les normes en matière de confiance et de réciprocité influencent les résultats individuels et sociaux. Dans cette optique, l'enquête visait à recueillir des renseignements sur une vaste gamme d'activités, comme les contacts sociaux avec la famille, les amis et les voisins; l'engagement dans les organisations; les activités politiques et bénévoles; et les soins que les personnes prodiguent ou reçoivent à titre non officiel. L'enquête a permis d'analyser en outre les valeurs et attitudes et le degré de confiance dans les gens et les institutions publiques. Dans l'ensemble, cette étude a fourni des informations détaillées sur les différentes manières dont les Canadiens s'impliquent dans la vie civique et sociale.

Dans le présent article, on s'intéresse aux répondants de 19 ans et plus afin d'englober les personnes ayant atteint l'âge de la majorité pour s'engager politiquement. On n'a pas tenu compte des tendances en matière de choix électoral parce que l'information recueillie dans le cadre de cette enquête ne permettait pas de déterminer si une personne avait le droit de vote (p. ex., si elle avait la citoyenneté canadienne).

Personnes assidues aux nouvelles : personnes qui suivent les nouvelles et l'actualité au moins plusieurs fois par semaine.

7. Dryburgh. 2001.
8. Statistics Canada. 2004.
9. D. Ahlers. 2006. « News consumption and the new electronic media », *Harvard International Journal of Press/Politics*, vol. 11, n° 1, p. 29 à 52; M. Hooghe. 2003. « Watching television and civic engagement », *Harvard International Journal of Press/Politics*, vol. 7, n° 2, p. 84 à 104; P. Moy, Pfau, M. et Khalor, L. 1999. « Media use and public confidence in democratic institutions », *Journal of Broadcasting and Electronic Media*, vol. 43, n° 2, p. 137 à 158; Nakhaie. 2006; Putnam. 2000.
10. Ahlers. 2006; Nakhaie. 2006 ; Hooghe. 2003; Moy et al. 1999; Putnam. 2000
11. Jennings et al. 2003; Putnam. 2000; Shah et al. 2001.

Vous désirez de plus amples renseignements sur Statistique Canada?

Communiquez avec notre Service national de renseignements :

1-800-263-1136

Pour commander des publications :

Service national de commandes : 1-800-267-6677

Internet : infostats@statcan.ca

Service national ATS : 1-800-363-7629

Renseignements pour accéder ou commander le produit

Tendances sociales canadiennes
Version imprimée, semestrielle (deux fois par année)* (nº 11-008-XPF au catalogue) : Un seul numéro : 24 $; Abonnement (2* numéros) : 39 $

Version PDF et HTML, 2 articles (chaque 6 semaines)
(nos 11-008-XIF et 11-008-XWF au catalogue) : **gratuit**

* Le dernier numéro de la version imprimée trimestrielle a été diffusé en juin 2006. Depuis décembre 2006, une anthologie imprimée de TSC est diffusée deux fois par année. L'anthologie contient tous les articles de TSC publiés en format électronique au cours des six mois précédents. Le prix d'un abonnement demeure le même.

Rabais consenti aux établissements d'enseignement : 30 % de rabais (plus les taxes en vigueur au Canada ou les frais de port à l'extérieur du Canada).

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

Vous déménagez?

N'oubliez pas de nous le faire savoir. Veuillez nous faire parvenir le nom de l'abonné, l'ancienne adresse, la nouvelle adresse, le numéro de téléphone et le numéro de référence du client à :

Statistique Canada
Division des finances
Immeuble R.-H.-Coats, 6e étage
100, promenade Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

ou par téléphone au 1-800 263-1136 ou au 1-800-267-6677; ou par télécopieur au 1-877-287-4369; ou par Internet à infostats@statcan.ca.

Veuillez nous aviser six semaines à l'avance pour éviter toute interruption de la livraison.

Langues autochtones au Canada : nouvelles tendances et perspectives sur l'acquisition d'une langue seconde

par Mary Jane Norris

Le Canada bénéficie d'une riche diversité de peuples, de cultures et de langues. Outre le français et l'anglais, les deux langues officielles du pays, et les multiples langues parlées par les immigrants, il existe de nombreuses langues autochtones au Canada. Le Canada compte en effet quelque 50 langues individuelles appartenant aux 11 familles linguistiques autochtones. Ces langues reflètent autant d'histoires, de cultures et d'identités distinctes liées à la famille, à la collectivité, à la terre et à la connaissance traditionnelle. Pour les Premières nations, les Inuit et les Métis, ces langues sont au cœur même de leur identité.

Les Autochtones, cependant, sont confrontés au fait que beaucoup de leurs langues se perdent, ce qui peut avoir de profondes répercussions. Au cours des 100 dernières années ou plus, au moins 10 langues jadis florissantes sont disparues. Toutefois, ces tendances à la baisse de la transmission intergénérationnelle des langues sont en partie compensées par l'enseignement des langues autochtones comme langues secondes.

Seulement un Autochtone sur quatre parle une langue autochtone

À l'heure actuelle, seule une minorité de la population autochtone au Canada est capable de parler ou de comprendre une langue autochtone. Selon les données du Recensement de 2001, des 976 300 personnes qui se sont déclarées autochtones, 235 000, soit 24 %, ont indiqué qu'elles pouvaient entretenir une conversation dans une langue autochtone[1].

Il s'agit d'une baisse marquée par rapport 29 % en 1996[2]. Cela semble confirmer la plupart des recherches selon lesquelles une érosion importante de l'utilisation des langues autochtones s'est produite au cours des dernières décennies. Un autre indicateur certain de cette érosion est le pourcentage à la baisse de la population autochtone dont la langue maternelle est autochtone. En 2001, seulement 21 % des Autochtones au Canada avaient une langue maternelle autochtone, contre 26 % en 1996.

Toutefois, la baisse de population de langue maternelle a été en partie compensée par le fait que de nombreux Autochtones ont appris une langue autochtone comme langue seconde. En 2001, il y avait plus de personnes pouvant parler une langue autochtone que d'Autochtones ayant une langue maternelle autochtone (239 600 contre 203 300), ce qui indique que certains locuteurs ont dû apprendre leur langue autochtone comme langue seconde. Il semble que ce soit particulièrement le cas pour les jeunes.

L'apprentissage d'une langue autochtone comme langue seconde ne peut prétendre se substituer à l'apprentissage d'une langue maternelle autochtone[3]. Néanmoins, le nombre croissant de locuteurs de langue seconde s'inscrit dans un processus de redynamisation de la langue et peut aider à prévenir ou, du moins, à ralentir l'érosion rapide

TSC Langue parlée à la maison aujourd'hui, langue maternelle de demain

Un élément crucial influant sur la viabilité à long terme d'une langue est tout simplement le nombre de personnes qui la parlent à la maison. La langue parlée le plus souvent à la maison est plus susceptible de devenir la langue maternelle de la génération suivante, sinon, la transmission d'une génération à l'autre sera probablement interrompue. En effet, comme le concluait le Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones en 1996, la viabilité ou la continuité d'une langue dépend de son utilisation quotidienne, idéalement comme principale langue parlée à la maison.

Les baisses à long terme de la continuité des langues se traduisent par une proportion de moins en moins grande d'enfants acquérant une langue maternelle autochtone et des populations de langue maternelle de plus en plus âgées. L'érosion de l'utilisation de la langue parlée à la maison a fait reculer la proportion d'enfants (de 0 à 19 ans) de la population de langue maternelle autochtone de 41 % en 1986 à seulement 32 % en 2001, alors que le pourcentage d'adultes âgés de 55 ans et plus passait de 12 % à 17 %.

Ces tendances indiquent que de nombreuses langues autochtones – même parmi les plus importantes – seront confrontées à des défis en matière de continuité pendant la prochaine génération. En 2001, seulement 13 % des Autochtones ont déclaré qu'ils parlaient le plus souvent une langue autochtone à la maison; en outre, 5 % des Autochtones ont répondu en utiliser une régulièrement. Cette proportion est inférieure aux taux des personnes capables de converser dans une langue autochtone et des locuteurs de langue maternelle (24 % et 21 %, respectivement). Par exemple, bien que l'ojibway soit la troisième population de langue maternelle en importance au Canada, son utilisation comme langue parlée à la maison régresse.

Les possibilités de transmettre une langue comme langue maternelle peuvent être évaluées en utilisant un indice de continuité, qui mesure le nombre de personnes qui parlent la langue à la maison pour chaque 100 personnes qui la parlent comme leur langue maternelle. De 1981 à 2001, l'indice de continuité est passé d'environ 76 à 61. Tant les hommes que les femmes de presque tous les groupes d'âge ont enregistré une baisse de continuité de la langue, la langue autochtone parlée à la maison étant remplacée par une langue non autochtone. La tendance était la plus prononcée chez les femmes, particulièrement celles en âge de procréer et de travailler.

Toutefois, le Recensement de 2001 a commencé à recueillir de l'information sur les langues parlées « régulièrement » à la maison (par opposition à « le plus souvent »). En 2001, alors que le nombre de personnes parlant une langue autochtone le plus souvent à la maison s'élevait à 129 300, un peu plus de 50 000 personnes supplémentaires le faisaient « régulièrement ». Cette information peut être particulièrement utile pour les langues menacées, qui ont tendance à être parlées « régulièrement » à la maison, mais pas « le plus souvent ». Par exemple, seulement 10 % des personnes qui ont déclaré le haïda comme langue parlée à la maison le parlaient le « plus souvent », alors que 90 % l'utilisaient « régulièrement ». Par contre, la majorité des langues viables, comme l'inuktitut (82 %), le cri (69 %) et l'ojibway (56 %), ont tendance à être parlées à la maison « plus souvent » que « régulièrement »[1].

1. Norris, M.J. et L. Jantzen. 2003. « Les langues autochtones en milieu urbain au Canada : caractéristiques, considérations et conséquences », *Des gens d'ici : Les Autochtones en milieu urbain*, sous la direction de David Newhouse et Evelyn Peters, Bureau du Conseil privé, Ottawa.

et la disparition possible de langues menacées. L'acquisition d'une langue autochtone comme langue seconde peut en effet être la seule option qui s'offre à de nombreuses collectivités autochtones si la transmission parent-enfant n'est plus viable.

De plus, en apprenant à parler la langue de leurs parents ou de leurs grands-parents, les jeunes Autochtones pourront communiquer avec les membres âgés de leur famille dans leur langue traditionnelle. On estime également que le processus d'apprentissage d'une langue seconde peut contribuer comme tel à accroître l'estime de soi et le bien-être de la collectivité et favoriser la continuité culturelle[4].

Locuteurs de langue seconde autochtone

Selon le Recensement de 2001, 20 % de la population totale qui pouvait parler une langue autochtone — plus de 47 100 personnes — l'avait apprise comme langue seconde. Il semble d'ailleurs que l'apprentissage d'une langue seconde soit à la hausse. L'indice d'acquisition d'une langue seconde indique que pour chaque 100 personnes de langue maternelle autochtone, le nombre de personnes capables de parler une langue autochtone est passé de 117 à environ 120 locuteurs de 1996 à 2001 (tableau 1). Il semble que le nombre croissant de locuteurs de langue seconde puisse compenser de plus en plus la baisse des populations de langue maternelle (graphique 1).

Fait peut-être encore plus important pour leur vitalité à long terme, les locuteurs de langue seconde ont tendance à être beaucoup plus jeunes que les personnes qui ont appris une langue autochtone comme langue maternelle. En 2001, par exemple, environ 45 % des locuteurs de langue seconde avaient moins de 25 ans, comparativement à 38 %

TSC Tableau 1 Les jeunes qui parlent une langue autochtone sont de plus en plus susceptibles de l'avoir apprise comme langue seconde plutôt que comme langue maternelle

	Population totale en 2001...			% de tous les locuteurs dont c'est la langue seconde				
	qui parle une langue autochtone	qui parle une langue autochtone comme langue seconde	Indice d'acquisition d'une langue seconde[1]	Tous les âges	Moins de 25 ans	25 à 44 ans	45 à 64 ans	65 ans et plus
Total des langues autochtones	239 620	47 155	120	20	23	20	16	12
Langues algonquines								
Cri	97 230	20 160	121	21	25	20	16	14
Ojibway	30 505	7 960	130	26	40	27	18	11
Montagnais-naskapi	10 470	605	106	6	5	6	6	3
Micmac	8 955	1 740	117	19	26	19	10	9
Oji-cri	10 475	680	106	6	9	5	2	2
Attikamekw	4 955	210	105	4	6	3	1	0
Pied-noir	4 495	1 600	149	36	74	38	17	8
Algonquin	2 425	585	130	24	31	22	18	10
Malécite	1 095	415	133	38	46	53	25	13
Langues algonquines n.i.a. (y compris michif)	995	415	154	42	70	48	35	22
Inuktitut	**32 775**	**3 445**	**110**	**11**	**11**	**10**	**11**	**9**
Langues athapascanes								
Déné	10 585	985	110	9	11	8	7	4
Esclave du Sud	2 205	695	151	32	54	31	19	10
Flanc-de-chien	2 285	355	119	16	23	9	11	6
Porteur	2 055	750	142	36	68	49	21	13
Chipewyan	940	270	144	29	64	29	19	17
Langues athapascanes n.i.a.	1 690	615	140	36	58	41	25	13
Chilcotin	1 145	220	113	19	42	16	7	0
Kutchin-Gwich'in (loucheux)	500	180	137	36	73	53	24	21
Esclave du Nord (peau-de-lièvre)	1 030	165	119	16	27	17	6	8
Langues sioux/dakota	**4 955**	**815**	**115**	**16**	**20**	**16**	**14**	**8**
Langues salishennes								
Langues salishennes n.i.a.	3 020	1 565	157	52	83	65	30	22
Shuswap	1 255	590	154	47	71	59	24	23
Thompson (ntlakapamux)	720	315	152	44	85	61	30	16
Langues tsimshennes								
Gitksan	1 320	370	132	28	77	33	14	10
Nishga	915	430	153	47	86	70	35	4
Tsimshian	505	160	117	32	0	46	38	20
Langues wakashanes								
Langues wakashanes n.i.a.	1 270	450	130	35	80	48	26	13
Nootka	505	160	109	32	79	64	13	13
Langues iroquoises								
Mohawk	755	405	178	54	80	48	38	18
Langues iroquoises n.i.a.	250	105	102	42	50	40	40	25
Haïda	**270**	**145**	**164**	**54**	**78**	**71**	**38**	**29**
Kutenai	**220**	**90**	**129**	**41**	**67**	**55**	**7**	**29**
Tlingit	**230**	**130**	**219**	**57**	**83**	**77**	**42**	**11**
Langues autochtones n.i.a.	1 400	740	159	53	61	61	51	31

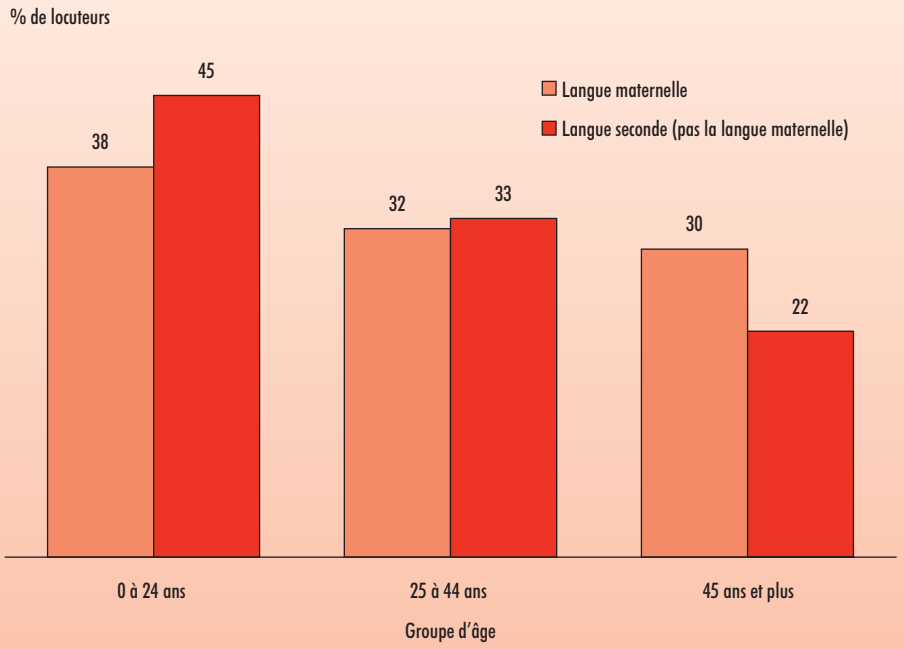
1. Voir « Ce qu'il faut savoir au sujet de la présente étude » pour obtenir les concepts et définitions.

n.i.a. : Non incluses ailleurs.

Notes : En ce qui concerne le total des langues autochtones, l'indice d'acquisition d'une langue seconde est basé sur le nombre total de réponses, puisque certains répondants parlent plus d'une langue autochtone. En raison du dénombrement incomplet des réserves, il faut être prudent dans l'utilisation des données relatives aux langues iroquoises.

Source : Statistique Canada, recensements de la population de 1996 et 2001.

TSC Graphique 1 Les personnes qui apprennent une langue autochtone comme langue seconde sont beaucoup plus jeunes que celles dont c'est la langue maternelle



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001.

des locuteurs de langue maternelle (graphique 1).

Les apprenants de langue seconde influent sur les langues autochtones menacées

Au cours de la période de 20 ans allant de 1981 à 2001, la plupart des langues autochtones, qu'elles soient considérées comme viables ou menacées, ont connu une baisse à long terme de leur continuité (voir « Ce qu'il faut savoir au sujet de la présente étude » pour obtenir les définitions). Chose non surprenante, les langues menacées sont celles qui ont été le plus touchées. Ainsi, les langues menacées parlées en Colombie-Britannique, telles que le haïda et le tlingit, ont enregistré des niveaux de continuité presque nuls en 2001; de fait, chacune de ces langues compte moins de 200 locuteurs de langue maternelle. Par ailleurs, alors que les langues les plus viables, telles que l'inuktitut, conservaient leur viabilité linguistique, plusieurs langues viables importantes, telles que le cri et l'ojibway, subissaient une baisse à long terme constante de continuité au cours des deux décennies.

Selon l'état d'une langue donnée, c'est-à-dire selon qu'elle soit viable ou menacée, diverses tendances de croissance ont été observées entre 1996 et 2001. En particulier, les jeunes générations de locuteurs de langue autochtone sont de plus en plus susceptibles d'acquérir leur langue, particulièrement si elle est menacée, comme langue seconde plutôt que comme langue maternelle. Par exemple, la famille linguistique tlingite compte l'une des populations de langue maternelle les plus âgées, mais l'indice d'acquisition d'une langue seconde et l'âge moyen des locuteurs indiquent que deux personnes (habituellement jeunes) parlent la langue pour chaque personne de langue maternelle. Ces indicateurs donnent à penser que les jeunes générations sont plus susceptibles d'apprendre le tlingit comme langue seconde.

En général, parmi les langues les plus menacées, on assiste à une baisse généralisée de la capacité à parler la langue, parce que les gains de locuteurs de langue seconde ne suffisent pas à compenser les pertes de locuteurs de langue maternelle. Toutefois, pour certaines langues autochtones menacées, il semble que la population locutrice puisse augmenter en raison d'un effort concerté d'apprentissage de ces langues comme langues secondes.

Tel semble être le cas des langues salishennes peu répandues, qui ont enregistré une diminution de 5 % de la population de langue maternelle de 1996 a 2001, tout en affichant simultanément une impressionnante progression de 17 % du nombre total de locuteurs. Par ailleurs, l'âge moyen de tous les locuteurs salishens, 42 ans, était de beaucoup inférieur à celui de la population de langue maternelle, 50 ans (tableau 2).

Cette tendance s'applique également à diverses langues viables dont les locuteurs de langue seconde semblent accroître le nombre total de locuteurs. Les langues qui ont enregistré une tendance à la hausse de 1996 à 2001 comprennent l'attikamekw, avec une croissance de 21 % de la population capable de parler la langue, comparativement à 19 % de sa population de langue maternelle. De même, le nombre de personnes capables de parler le déné a augmenté de 11 %, tandis que sa population de langue maternelle n'a progressé que de 7 %. Les autres langues ayant enregistré des gains dans la capacité de parler la langue par rapport aux gains comme langue maternelle comprennent le micmac, le dakota/sioux, le montagnais-naskapi et l'inuktitut.

En fait, parmi certaines des langues les plus menacées, les locuteurs de langue seconde représentent plus de la moitié de la population locutrice. En 2001, par exemple,

TSC Tableau 2 Pour certaines langues autochtones, les locuteurs de langue seconde parviennent à combler le déclin de locuteurs dont c'est la langue maternelle

	Langue maternelle	Indice de continuité[1]	Indice d'habileté[1]	% de changement entre 1996 et 2001, pour les langues parlées par plus de 2 000 locuteurs: Langue maternelle	Habileté	État de la langue[1] en 1996 et 2001
Total des langues autochtones	203 300	64	120	-3,3	-0,6	
Langues algonquines	**142 090**	**62**	**120**			**principalement viable**
Cri	80 075	62	121	-6,2	-3,1	viable — grande
Ojibway	23 520	45	130	-10,1	-6,0	viable — grande
Montagnais-naskapi	9 890	91	106	8,0	10,2	viable — petite
Micmac	7 650	65	117	2,3	8,2	viable — petite
Oji-cri	9 875	73	106	4,1	2,4	viable — petite
Attikamekw	4 725	95	105	18,6	21,1	viable — petite
Pied-noir	3 025	56	149	-27,1	-20,2	viable — petite / incertaine
Algonquin	1 860	30	130	-12,6	-8,4	viable — petite / incertaine
Malécite	825	33	133			viable — petite / incertaine
Langues algonquines n.i.a. (y compris michif)	645	19	154			incertaine / menacée
Inuktitut	**29 695**	**82**	**110**	**7,5**	**8,7**	**viable — grande**
Langues athapascanes	**18 530**	**63**	**121**			**principalement viable**
Déné	9 595	81	110	6,8	10,8	viable — petite
Esclave du Sud	1 460	39	151			viable — petite / incertaine
Flanc-de-chien	1 925	70	119	-7,7	-6,8	viable — petite
Porteur	1 445	34	142	-34,8	-29,3	viable — petite / incertaine
Chipewyan	655	27	144			viable — petite / incertaine
Langues athapascanes n.i.a.	1 210	22	140			incertaine
Chilcotin	1 010	53	113			viable — petite
Kutchin-Gwich'in (loucheux)	365	15	137			menacée
Esclave du Nord (peau-de-lièvre)	865	55	119			menacée
Langues sioux/dakota	**4 310**	**66**	**115**	**0,2**	**3,5**	**viable — petite**
Langues salishennes	**3 210**	**20**	**156**			**menacée**
Langues salishennes n.i.a.	1 920	21	157	-5,2	17,1	menacée
Shuswap	815	19	154			menacée
Thompson (ntlakapamux)	475	18	151			menacée
Langues tsimshennes	**2 030**	**26**	**135**			**principalement menacée**
Gitksan	1 000	31	132			viable — petite / incertaine
Nishga	600	23	153			menacée
Tsimshian	430	21	117			menacée
Langues wakashanes	**1 445**	**14**	**123**			**menacée**
Langues wakashanes n.i.a.	980	18	130			menacée
Nootka	465	6	109			menacée
Langues iroquoises	**670**	**8**	**150**			**incertaine**
Mohawk	425	8	178			incertaine
Langues iroquoises n.i.a.	245	8	102			incertaine
Haïda	**165**	**6**	**164**			**menacée**
Kutenai	**170**	**29**	**129**			**menacée**
Tlingit	**105**	**5**	**219**			**menacée**
Langues autochtones n.i.a.	880	24	159			menacée

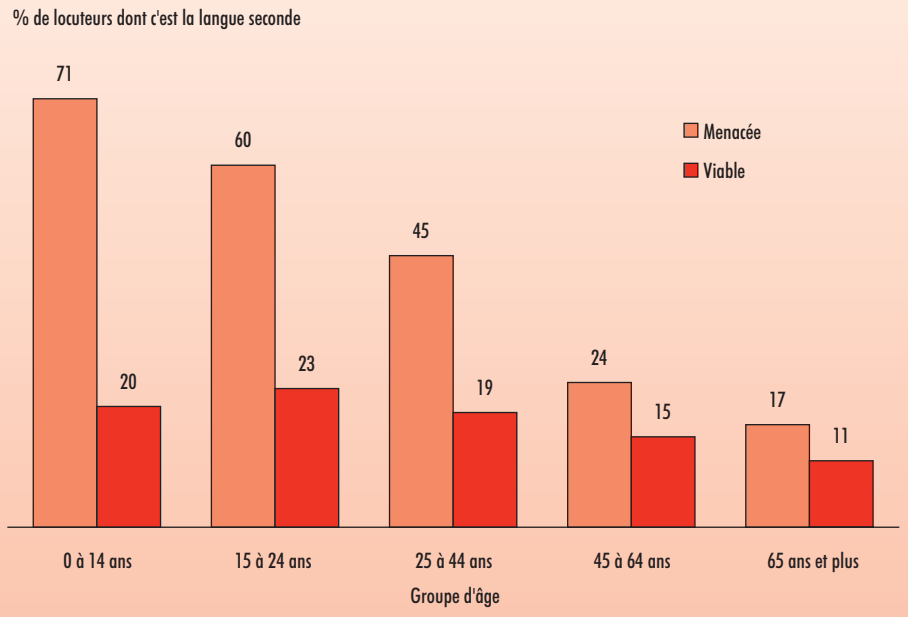
1. Voir « Ce qu'il faut savoir au sujet de la présente étude » pour obtenir les concepts et définitions.

n.i.a. Non incluses ailleurs.

Notes : Les indices sont basés sur la combinaison des réponses uniques et multiples concernant la langue maternelle et la langue seconde. En raison du dénombrement incomplet des réserves, les données relatives aux langues iroquoises doivent être interprétées avec une grande prudence. Des changements survenus dans les procédure de codage entre 1996 et 2001 signifient que les chiffres relatifs aux langues des Esclaves du Nord et des Esclaves du Sud (langues athapascanes) ne sont pas comparables d'un recensement à l'autre. Les variations en pourcentage sont calculées à partir de données ajustées pour tenir compte des différences de dénombrement et de structures de réponses en 1996 et en 2001, cela touche particulièrement le cri, l'ojibway et l'oji-cri.

Source : Statistique Canada, recensements de 1996 et 2001, produit nº 9660030XIF20001007, et M.J. Norris, « Langues autochtones au Canada », Tendances sociales canadiennes, produit nº 11-008-F, nº 51 au catalogue, hiver 1998.

TSC Graphique 2 Dans les groupes d'âge plus jeunes, la majorité des locuteurs d'une langue autochtone menacée l'ont apprise comme langue seconde



Note : Voir « Ce qu'il faut savoir au sujet de la présente étude » pour consulter les définitions de langue viable et de langue menacée.
Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001.

57 % de ceux qui parlaient le tlingit, tout comme 54 % de ceux qui s'exprimaient en haïda et 52 % de ceux qui employaient une des langues salishennes peu répandues, étaient des apprenants de langue seconde. De même, parmi pratiquement toutes les langues menacées, ainsi que pour de nombreuses langues considérées comme « pas très viables, en voie d'être menacées » ou « incertaines », au moins un tiers de tous les locuteurs sont des locuteurs de langue seconde. Ces langues comprennent les langues salishennes peu répandues, le malécite, le pied-noir, le carrier, le tsimshian, le kutenai, le nishga et le shuswap.

Il semble également que, dans le cas des langues menacées, les jeunes représentent une proportion importante des locuteurs de langue seconde autochtone. En 2001, par exemple, 71 % des jeunes de moins de 15 ans pouvant parler une langue menacée l'avaient apprise comme langue seconde (graphique2).

Par contre, la prévalence des locuteurs de langue seconde diminue avec l'âge chez les locuteurs de langues viables et menacées, une tendance qui n'est guère surprenante, puisque les générations plus âgées d'Autochtones sont plus susceptibles d'avoir une langue autochtone maternelle. Chez les locuteurs âgés de 65 ans et plus, la proportion des locuteurs de langue seconde tombe à seulement 17 % de ceux qui parlent une langue menacée et à 11 % de ceux qui emploient une langue viable.

Toutefois, pour certaines des langues les plus menacées, les proportions élevées de locuteurs de langue seconde ne signifient pas toujours la présence de jeunes locuteurs. En fait, les populations de locuteurs de langue seconde vieillissent tout comme les populations de langue maternelle. Par exemple, en 2001, pratiquement aucune des 500 personnes pouvant parler le tsimshian avaient moins de 25 ans, bien que 32 % d'entre elles étaient des locuteurs de langue seconde.

Que ce soit dans les réserves ou en dehors de celles-ci, les apprenants en langue seconde sont plus nombreux

Fait intéressant, il semble également que les jeunes générations vivant hors réserve, et particulièrement celles habitant dans les régions urbaines, sont de plus en plus susceptibles d'apprendre une langue autochtone comme langue seconde plutôt que comme langue maternelle. Parmi les indiens inscrits vivant hors réserve, 165 enfants de 10 à 14 ans parlent une langue autochtone pour chaque 100 enfants ayant une langue maternelle autochtone[5], ce qui indique qu'un nombre important d'enfants apprennent leur langue traditionnelle comme langue seconde.

Évidemment, la question est encore plus pertinente dans les collectivités autochtones (c.-à-d. les réserves ainsi que les collectivités et établissements inuits). En 1996, environ les deux tiers des collectivités comparables ont déclaré que la majorité des locuteurs autochtones avaient appris la langue comme langue maternelle; en 2001, la proportion s'élevait à moins de la moitié. Par contre, le nombre de collectivités où de nombreux locuteurs l'avaient acquise comme langue seconde a doublé, passant de 8,5 % à 17 %. En tout, environ 33 % des collectivités recensées en 2001 peuvent être considérées comme en transition d'une population de langue maternelle à une population de langue seconde[6].

Naturellement, les familles exercent une influence sur la transmission d'une langue autochtone des parents à l'enfant, que ce soit à titre de langue maternelle ou de langue seconde. La vaste majorité des

TSC Ce qu'il faut savoir au sujet de la présente étude

La présente étude est fondée principalement sur les données des recensements de la population de 1996 et de 2001. La population de l'étude comprend les personnes qui se sont déclarées autochtones lors des recensements. Une certaine prudence s'impose pour la comparaison des populations autochtones entre les recensements, en raison de la mobilité ethnique et de la fluidité de l'autodéclaration chez la population autochtone. De plus, les comparaisons intercensitaires des données sur les langues autochtones peuvent être faussées par des différences en matière de couverture, de dénombrement partiel, de déclaration, de contenu et de questions, facteurs qui ont été pris en compte dans la mesure du possible.

Locuteur de langue autochtone : capacité de parler une langue autochtone et de converser dans celle-ci. Les répondants devaient indiquer uniquement les langues dans lesquelles ils pouvaient converser sur divers sujets pendant un certain temps; pour sa part, la capacité est fondée sur la propre évaluation du répondant. Comme divers degrés de capacité linguistique peuvent être représentés dans les données, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on examine les conséquences de l'acquisition d'une langue seconde à des fins de transmission et de continuité.

Locuteur de langue maternelle : la langue maternelle désigne la première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise par le recensé. Les locuteurs de langue maternelle s'entendent des personnes de langue maternelle autochtone qui déclarent pouvoir parler une langue autochtone. Seul un faible pourcentage de répondants de langue maternelle autochtone (5 % ou 11 000 en 2001) n'ont pas indiqué qu'ils pouvaient parler une langue autochtone. Bien que la population de langue maternelle autochtone et les locuteurs de langue maternelle ne soient pas des concepts strictement équivalents, les deux termes sont interchangeables dans le présent article.

Locuteurs de langue seconde : aux fins de la présente étude, ces locuteurs désignent les personnes qui déclarent pouvoir parler une langue autochtone, mais qui n'ont pas une langue maternelle autochtone.

Langue parlée à la maison : dans la présente étude, la langue parlée à la maison désigne la langue parlée le plus souvent à la maison par la personne. Pour le Recensement de 2001, une nouvelle section sur les langues parlées régulièrement à la maison a été ajoutée. (En raison de la modification de la question, la mesure « parlée le plus souvent » de 2001 peut ne pas être directement comparable avec les recensements antérieurs.)

Indice d'acquisition d'une langue seconde (d'habilité) : compare le nombre de personnes qui disent pouvoir parler la langue au nombre de personnes dont c'est la langue maternelle autochtone. Si, pour chaque 100 personnes d'une langue autochtone donnée, plus de 100 personnes de l'ensemble de la population peuvent parler la langue, de toute évidence certaines de ces personnes l'ont apprise comme langue seconde.

Note : Comme estimation indirecte de l'acquisition d'une langue seconde, l'indice d'acquisition d'une langue seconde et la croissance intercensitaire estimée du nombre de locuteurs de langue seconde supposent que toutes les personnes de langue maternelle autochtone ont également indiqué une capacité de parler une langue autochtone. Par conséquent, ils ne servent que d'indicateurs et non de mesures précises.

Indice de continuité : sert à mesurer le nombre de personnes qui parlent la langue à la maison pour chaque 100 personnes qui la parlent comme langue maternelle.

Viabilité des langues autochtones

Les langues autochtones varient considérablement sur le plan de leur état, de leurs tendances et de leurs perspectives, ce qui permet de les classer en conséquence. Sur la base d'une classification établie par Kinkade[1], elles peuvent être réparties en cinq groupes comme suit : disparues; en voie de disparition, menacées, viables avec une faible population et viables avec une grande population.

En voie de disparition : ces langues peuvent être impossibles à sauvegarder. Comme elles ne sont parlées que par une poignée de personnes âgées, le temps qui reste peut permettre uniquement de les enregistrer et de les archiver.

Menacées : ces langues sont parlées par suffisamment de personnes pour que leur survie demeure une possibilité, à la condition toutefois que la collectivité manifeste un intérêt suffisant et que des programmes d'enseignement concertés soient mis en œuvre. Elles sont caractérisées par de faibles populations de locuteurs plus âgés et de faibles taux de transmission. Une foule de langues peu répandues, parlées souvent par bien moins que 1 000 personnes, ont de très faibles chances de transmission courante d'une génération à l'autre. C'est particulièrement le cas en Colombie-Britannique, où de nombreuses langues ont de très faibles chances de continuité et sont menacées (p. ex., le nishga et le haïda) ou en voie de disparition.

Viables mais peu répandues : ces langues sont en général parlées par plus de 1 000 personnes dans des collectivités isolées, mais bien organisées et hautement sensibilisées à la culture traditionnelle. Dans ces collectivités, la langue est considérée comme l'un des signes importants de l'identité personnelle. Elles peuvent être considérées comme viables si leur continuité est élevée et si elles comptent un nombre relativement important de jeunes locuteurs, comme dans le cas de l'attikamekw et du déné.

TSC Ce qu'il faut savoir au sujet de la présente étude (suite)

Viables avec une grande population : ces langues sont celles qui sont parlées par une population suffisamment importante pour que leur survie à long terme soit probablement assurée. Le cri, l'inuktitut et l'ojibway sont les seules langues viables parlées par une grande population. Que leur base de population soit petite ou grande, les langues viables ont tendance à avoir des locuteurs relativement jeunes, comparativement aux langues menacées. Les données du recensement sont disponibles pour les langues viables et menacées, mais pas séparément pour les langues en voie de disparition, en raison du faible nombre de locuteurs.

1. Kinkade, M.D. 1991. « The Decline of Native Languages in Canada », Endangered Languages, sous la direction de Robert H. Robins et Eugenius M. Uhlenbeck. Publié avec l'autorisation du Comité international permanent des linguistes (CIPL). Canada : Berg Publishers Limited.

enfants autochtones de 5 à 14 ans (plus de 90 %) peuvent converser dans la langue de leurs parents ou de leurs grands-parents, apprise dans beaucoup de cas comme langue seconde. Les enfants les plus susceptibles d'apprendre une langue autochtone comme langue seconde proviennent de familles linguistiquement mixtes, vivent dans des régions urbaines ou parlent une langue menacée[7]. Par exemple, alors que 70 % des enfants de filiation linguistique salishenne pouvaient parler la langue de leurs parents, seulement 10 % l'avaient acquise comme langue maternelle[8].

Pour la plupart des parents, l'apprentissage de la langue autochtone est important

Les tendances récentes observées en matière d'acquisition des langues autochtones comme langues secondes indiquent une reconnaissance accrue de l'importance de parler une langue autochtone. Selon l'Enquête sur les peuples autochtones de 2001, les parents de 60 % des enfants autochtones vivant hors réserve considéraient qu'il était très important ou assez important que leurs enfants parlent et comprennent une langue autochtone.

Les parents ne sont pas les seuls à penser que l'apprentissage d'une langue autochtone est important. Autant les adultes autochtones que les jeunes, dont ceux vivant hors réserve, partagent la même opinion. Par exemple, parmi la population hors réserve en Saskatchewan, 65 % des adultes autochtones et 63 % des jeunes Autochtones de 15 à 24 ans étaient d'avis que l'apprentissage, le réapprentissage ou le maintien de leur langue étaient « assez important » ou « très important ». De même, au Yukon, l'apprentissage de la langue autochtone était considéré important par des proportions encore plus élevées d'adultes et de jeunes (78 % et 76 %, respectivement)[9].

L'attitude des jeunes est d'une importance capitale pour l'avenir des langues, particulièrement en tant que parents de la prochaine génération. De plus, contrairement aux générations précédentes, les jeunes Autochtones d'aujourd'hui doivent contrer l'influence dominante de l'anglais et du français dans les médias de masse et la culture populaire et dans d'autres aspects de la vie quotidienne comme l'éducation et le travail. Par ailleurs, leur langue traditionnelle peut jouer un rôle différent de celui des langues plus courantes : il peut s'agir d'une façon d'exprimer l'identité des locuteurs d'une collectivité... de renforcer les liens familiaux, de maintenir des relations sociales ou de préserver les liens historiques...[10]. Une étude approfondie sur les valeurs et les attitudes des jeunes Inuit relativement à l'inuktitut et à l'anglais a révélé que la plupart de ces jeunes, même ceux qui se trouvaient « bons » ou « excellents » en inuktitut, ont fait part de leur inquiétude de perdre leur capacité de bien parler l'inuktitut à force d'utiliser et d'entendre l'anglais plus souvent[11]. Beaucoup d'entre eux déclarent parler davantage en anglais que lorsqu'ils étaient enfants. Par ailleurs, de nombreux jeunes associent l'inuktitut à leur identité, connaissance traditionnelle et culture; pour certains, la perte de l'inuktitut peut fragiliser leur sentiment d'appartenance, provoquant des sentiments de marginalisation et d'exclusion. Alors que les jeunes font un effort concerté pour utiliser l'inuktitut dans leurs activités quotidiennes, ils ressentent également le besoin d'un soutien de la famille, de la collectivité et du milieu scolaire, afin d'avoir des occasions de l'apprendre, de l'entendre et de l'utiliser.

Résumé

Même si la majorité des locuteurs de langue autochtone apprennent leur langue comme langue maternelle, de nombreux facteurs contribuent à l'érosion de la transmission intergénérationnelle des langues autochtones, dont la migration croissante entre les collectivités autochtones et les villes, les mouvements en direction et en provenance des réserves, les mariages linguistiquement mixtes, l'influence prépondérante de l'anglais et du français dans la vie quotidienne, et l'héritage négatif laissé par le régime des pensionnats[12]. De plus, pour la plupart des enfants autochtones, les conditions « idéales » d'acquisition d'une langue maternelle

autochtone — avoir deux parents de langue maternelle autochtone et résider dans une collectivité autochtone — ne sont pas toujours possibles.

Ces pressions et les données démographiques accroissent la probabilité qu'une proportion importante de la prochaine génération de locuteurs de langue autochtone soit formée de locuteurs de langue seconde. Chose plus importante encore, toutefois, ce sont le désir et l'intérêt d'apprendre les langues autochtones aujourd'hui qui contribueront à influencer la croissance des générations futures de locuteurs de langue autochtone, tant les apprenants de langue maternelle que ceux de langue seconde.

Mary Jane Norris est gestionnaire principale de recherche à la Direction de la recherche et de l'analyse de Affaires indiennes et du Nord Canada.

1. Les données de 2001 sont les plus récentes disponibles au moment de la publication. Les données sur les langues du Recensement de la population de 2006 seront diffusées en décembre 2007.
2. Une partie de la baisse de 1996 à 2001 est aussi attribuable à la tendance croissante des personnes s'identifiant comme Autochtones. C'est particulièrement le cas chez les personnes de tradition métisse, dont très peu déclarent pouvoir parler une langue autochtone. Voir *Peuples autochtones du Canada : un profil démographique, Recensement de 2001*, Série « Analyses », Recensement de 2001, produit 96F0030XIF2001007 au catalogue de Statistique Canada.

3. Rapport de la Commission royale d'enquête sur les peuples autochtones, 1996, *Vers un ressourcement*, vol. 3 et Perspectives et réalités, vol. 4, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada.
4. Patrimoine canadien. 2005. Le début d'un temps nouveau : premier rapport en vue d'une stratégie de revitalisation des langues et des cultures des Premières nations, des Inuits et des Métis. Rapport présenté à la ministre du Patrimoine canadien par le Groupe de travail sur les langues et les cultures autochtones, juin 2005, Ottawa, nº CH4-96/2005 au catalogue; Chandler, M.J. 2006. « Cultural continuity in the face of radical social change: Language preservation as a protective factor against suicide in First Nations youth », University of British Columbia. Document présenté à la conférence Raising our Voices Language, Cornwall, Ontario, 15 août 2006.
5. Calculs fondés sur les données du Recensement de 1996. Norris, M.J. et L. Jantzen. 2002. Affiche et présentation PowerPoint intitulées *De génération en génération : survie et préservation des langues autochtones du Canada au sein des familles, des collectivités et des villes*, Affaires indiennes et du Nord Canada et Patrimoine canadien.
6. Norris, M.J. 2006. « Aboriginal languages in Canada: Trends and perspectives on maintenance and revitalization », *Aboriginal Policy Research: Moving Forward, Making a Difference*. Publié sous la direction de J.P. White, S. Wingert, D. Beavon et P. Maxim, Toronto, Thompson Educational Publishing.
7. Norris, M.J. 2003. « From generation to generation: survival and maintenance of Canada's aboriginal languages within families, communities and cities », *Maintaining the Links : Language, Identity and the Lands*. Actes de la 7e conférence de la Foundation for Endangered Languages, Broome, Western Australia, du 22 au 24 septembre 2003.
8. Norris, M.J. et K. MacCon. 2003. « Aboriginal language, transmission and maintenance in families: results of an intergenerational and gender-based analysis for Canada, 1996 », *Aboriginal Conditions: Research as a Foundation for Public Policy*. Publié sous la direction de. J. White, P. Maxim et D. Beavon,Vancouver, UBC Press.
9. Ballardin, A. et V. O'Donnell. 2006. *Enquête auprès des peuples autochtones de 2001 : rapports provinciaux et territoriaux — Population autochtone hors réserve*, produit nº 89-618-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.
10. Crystal, D. 2000. Language Death, Cambridge University Press.
11. Tulloch, Shelley. 2005. « Inuit youth: The future of Inuktitut », Actes de la 14e Inuit Studies Conference, du 11 au 15 août 2004, p. 285 à 300. Compilé par R.O. van Everdingen, Arctic Institute of North America, University of Calgary, Alberta, Canada. Disponible en ligne à http://pubs.aina.ucalgary.ca/aina/14thISCProceedings.pdf.
12. Castellano, B. et M. et L. Archibald. 2007. « Healing historic trauma: A report from the Aboriginal Healing Foundation », (www.ahf.ca), *Aboriginal Policy Research: Moving Forward, Making a Difference*, vol. 4. Publié sous la direction de J.P. White, S. Wingert, D. Beavon et P. Maxim, Toronto, Thompson Educational Publishing.

Les bourreaux de travail et leur perception du temps

par Leslie-Anne Keown

« *Work is more fun than fun* » (*Je m'amuse plus en travaillant qu'en m'amusant*) — Noel Coward

Le travail, peu importe la définition qu'on en donne et qu'il soit rémunéré ou non, est un élément essentiel de nos vies. Il structure nos journées — nous sommes à un endroit donné, à faire quelque chose — et il nous procure un sentiment d'identité en dehors de notre famille et de notre cercle d'amis. Cependant, il y a certaines personnes qui accordent encore plus d'importance au travail. Si nous estimons qu'elles exagèrent en ce sens, nous les appelons souvent des bourreaux de travail.

Les bourreaux de travail sont un stéréotype de la vie moderne, à la fois louangés et critiqués. D'un côté, travailler au détriment de toute autre chose est souvent considéré comme un atout dans le milieu des affaires, et, dans certaines professions, il peut s'agir de la manière acceptée d'obtenir une promotion. D'un autre côté, on considère souvent que les bourreaux de travail négligent des aspects de leur vie, comme leur famille et leurs loisirs, qui sont importants pour maintenir un sain équilibre.

Mais ce qui est sans doute le plus important dans le débat concernant les bourreaux de travail, c'est l'impression qu'ils ont d'eux-mêmes. Le fait d'être un bourreau de travail — de se consacrer exagérément à son travail et peut-être de se sentir submergé par celui-ci — fait partie de leur identité. Ce qu'ils perçoivent comme les exigences de leur fonction devient le filtre à travers lequel ils voient toutes les autres priorités et le temps dont ils disposent pour s'en acquitter.

À l'aide de données provenant de l'Enquête sociale générale sur l'emploi du temps de 2005, on examine, dans le présent article, la situation de ceux qui se disent être des bourreaux de travail et on se demande si le fait de se déclarer comme tels a une incidence sur leur qualité de vie. Puis on mesure cette qualité de vie par l'équilibre entre le temps consacré au travail et à la famille, les contraintes de temps, et la satisfaction à l'égard de la vie en général.

Près du tiers des Canadiens qui travaillent affirment être des bourreaux de travail

Près du tiers des Canadiens employés âgés de 19 à 64 ans, soit 31 %, disent être des bourreaux de travail. Ce pourcentage n'a pas changé depuis qu'on a commencé à recueillir de telles données dans le cadre de l'Enquête sociale générale (ESG) en 1992.

Puisqu'ils sont si nombreux, il n'est pas surprenant que les vrais bourreaux de travail ne correspondent pas à la représentation que la culture populaire se fait d'eux, à savoir, une élite composée de gens ambitieux à l'extrême et ultra-performants. Ils ne sont pas plus susceptibles que les autres personnes d'être jeunes et très scolarisés, de vivre en ville ou de gagner un revenu élevé (tableau 1). Comme il existe en réalité très peu de différences sociodémographiques entre les bourreaux de travail et les autres travailleurs, nous devons chercher ailleurs les caractéristiques qui différencient les deux groupes.

Les bourreaux de travail ont un profil de travail distinct

Bien que l'image que l'on se fait souvent du bourreau de travail soit celle d'un professionnel de prestige, ce portrait ne semble pas tout à fait exact. Dans seulement deux grandes catégories professionnelles, soit la gestion et les métiers, on a enregistré un pourcentage supérieur à la moyenne de bourreaux de travail autodéclarés. Les professionnels, les personnes occupant des professions techniques et celles faisant du travail de bureau présentent des pourcentages considérablement plus faibles de bourreaux de travail autodéclarés dans leurs rangs.

TSC Tableau 1 Le profil des bourreaux de travail par rapport aux autres travailleurs change selon le type de profession, mais il est plus difficile d'établir des distinctions d'ordre démographique

	Autres travailleurs	Boureaux de travail
Âge moyen	40,7	39,8
	répartition en % d'une colonne à l'autre	
Homme	56	59*
Femme	44	41*
Niveau de scolarité		
Diplôme d'études secondaires ou moins	29	27
Diplôme d'études collégiales ou études postsecondaires partielles	45	45
Grade universitaire	26	28
État matrimonial		
Marié ou en union de fait	69	67
Autre	31	33
Structure du ménage		
Personne seule	11	11
Couple	24	23
Couple et enfants	39	40
Parent seul et enfants	6	6
Autre	20	20
Vit dans une région métropolitaine de recensement		
Non	33	33
Oui	67	67
Revenu personnel		
Moins de 30 000 $	28	26
30 000 $ à 60 000 $	45	45
Plus de 60 000 $	27	29
Profession		
Gestion	8	12*
Profession	21	18*
Technique	8	6*
Travail de bureau	17	12*
Vente et service	23	24
Commerce	13	17*
Fabrication	10	11

* Différences statistiquement significatives entre les bourreaux de travail et les autres travailleurs ($p < 0,05$).
Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2005.

Le niveau plus faible de bourreaux de travail parmi les professionnels est quelque peu curieux. Pourquoi les gestionnaires seraient-ils des bourreaux de travail et pas les professionnels? Peut-être que les professionnels, comme les médecins et les avocats, considèrent que le fait de travailler beaucoup d'heures est inhérent à leur fonction, alors que les gestionnaires estiment que ces conditions, sans compensation, leur sont imposées. Pour ce qui est du pourcentage plus élevé de bourreaux de travail dans les métiers, une surabondance de travail, combinée à une pénurie de main-d'œuvre dans les métiers spécialisés, pourrait être un facteur contribuant à ce phénomène.

Les bourreaux de travail ne trouvent pas plus de plaisir dans le travail que les autres, mais ils sont moins satisfaits de leur vie

L'image du bourreau de travail qui travaille constamment distingue les bourreaux de travail des autres travailleurs (graphique 1). Les bourreaux de travail sont deux fois plus susceptibles de déclarer qu'ils travaillent habituellement 50 heures ou plus par semaine, ce qu'ont affirmé 39 % d'entre eux, comparativement à 20 % des autres travailleurs.

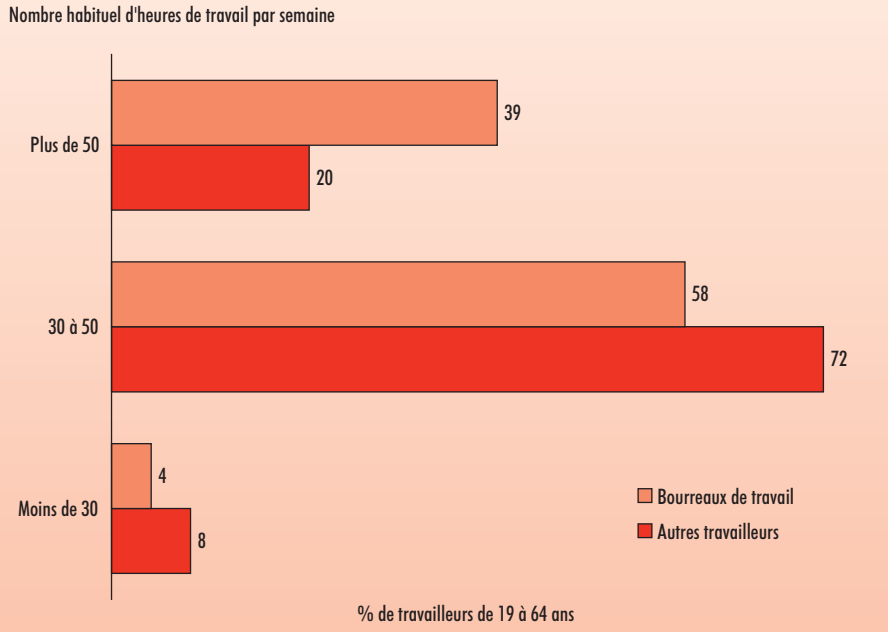
Cependant, ils n'éprouvent pas plus de plaisir et de satisfaction dans leur travail que les autres. Selon l'ESG de 2005, les bourreaux de travail autodéclarés n'ont pas indiqué qu'ils aimaient plus leur travail que les autres travailleurs (tableau 2). De même, ils n'étaient pas plus satisfaits de leur emploi que les autres travailleurs. Cette constatation diffère des résultats de recherches antérieures[1].

Par ailleurs, le fait que les bourreaux de travail soient plus susceptibles d'affirmer que leur vie professionnelle et leur vie personnelle sont déséquilibrées est une différence essentielle entre les bourreaux de travail et les autres travailleurs. Un tiers des bourreaux de travail ont déclaré être insatisfaits de l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle, comparativement à environ un cinquième des autres travailleurs.

Cette impression de déséquilibre entre les exigences de la vie personnelle et celles du travail se reflète à d'autres égards. Un pourcentage beaucoup plus élevé de bourreaux de travail que d'autres travailleurs déclarent qu'ils s'inquiètent de ne pas passer suffisamment de temps avec leurs amis et leur famille, et se sentent stressés parce qu'ils devraient accomplir plus que ce qu'ils sont en mesure de faire.

Un tel sentiment de déséquilibre se répercute sur d'autres aspects de la vie des bourreaux de travail. Les personnes qui ont déclaré être

TSC Graphique 1 Les bourreaux de travail ont tendance à travailler plus que les autres travailleurs



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2005.

des bourreaux de travail sont plus susceptibles que les autres d'affirmer avoir une santé passable ou mauvaise. En outre, un plus haut pourcentage de bourreaux de travail éprouvent de la difficulté à s'endormir ou à rester endormis, peut-être parce qu'ils sont plus susceptibles de réduire leurs heures de sommeil quand ils n'ont pas assez de temps pour atteindre leurs autres objectifs de la journée.

Non seulement les bourreaux de travail déclarent-ils davantage d'effets négatifs sur leur santé que les autres travailleurs, mais ils indiquent aussi être moins satisfaits de leur vie en général. Les bourreaux de travail sont également plus susceptibles de déclarer être insatisfaits de la façon dont ils occupent leurs temps libres, ce qui laisse entendre qu'ils savent que cet aspect de leur vie pourrait être amélioré.

Fait intéressant, les bourreaux de travail ne sont pas différents

TSC Tableau 2 Les bourreaux de travail sont moins satisfaits de leur équilibre entre le travail et la vie personnelle et se sentent plus stressés que les autres travailleurs

	Ensemble	Autres travailleurs	Bourreaux de travail
Satisfaction moyenne par rapport		(Maximum = 10,0)	
À la vie en général	7,7	7,8	7,5*
Aux temps libres	7,1	7,3	6,6*
Aux finances	6,6	6,6	6,5
Au travail	7,4	7,4	7,4
		(Maximum = 5,0)	
Niveau de satisfaction moyen par rapport au plaisir de travailler	3,8	3,8	3,9
Est satisfait de son équilibre entre le travail et la vie personnelle		(répartition en % d'une ligne à l'autre)	
Non	24	19	34*
Oui	76	81	66*
Santé autodéclarée			
Passable ou mauvaise	10	9	12*
Bonne ou excellente	90	91	88*
A de la difficulté à trouver le sommeil ou à rester endormi			
Non	72	74	66*
Oui	28	26	34*
Réduit ses heures de sommeil lorsqu'il manque de temps			
Non	45	50	35*
Oui	55	50	65*
Se sent pressé d'accomplir plus qu'il ne le peut			
Non	59	67	42*
Oui	41	33	58*
S'inquiète de ne pas pouvoir passer plus de temps avec sa famille et ses amis			
Non	49	55	35*
Oui	51	45	65*

* Différences statistiquement significatives entre les bourreaux de travail et les autres travailleurs ($p < 0,05$).

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2005.

Tableau 3 Les bourreaux de travail diffèrent des autres travailleurs dans la façon dont ils perçoivent le temps et ils se sentent plus stressés par rapport au temps

	Ensemble	Autres travailleurs	Bourreaux de travail
	(répartition en % d'une ligne à l'autre)		
Se sent pressé par le temps			
Habituellement	77	73	86*
Occasionnellement	20	23	12*
Jamais	3	3	2
Se sent stressé quand il manque de temps			
Non	38	42	29*
Oui	62	58	71*
Se sent pris au piège dans une routine quotidienne			
Non	57	61	48*
Oui	43	39	52*
A l'impression de ne plus avoir le temps de s'amuser			
Non	59	66	44*
Oui	41	34	56*
Voudrait passer plus de temps seul			
Non	70	73	65*
Oui	30	27	35*
A l'impression de ne pas accomplir tout ce qu'il avait prévu faire			
Non	52	56	44*
Oui	48	44	56*
Prévoit ralentir la cadence au cours de la prochaine année			
Non	76	80	68*
Oui	24	20	32*

* Différences statistiquement significatives entre les bourreaux de travail et les autres travailleurs ($p < 0,05$).

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2005.

des autres travailleurs en ce qui a trait à leur satisfaction à l'égard de leur situation financière. Cela laisse entendre que leur désir de travailler beaucoup pourrait découler d'autres facteurs que la nécessité d'accroître leur revenu.

Les bourreaux de travail voient le temps leur filer entre les doigts

Les différences entre les gens qui se voient comme des bourreaux de travail et les autres se transposent dans leur impression d'être contraints par le temps. Dans l'ensemble, les bourreaux de travail semblent penser que la façon insatisfaisante dont le temps est réparti entre les priorités de leur vie est une source de préoccupation; plus précisément, ils semblent croire que la façon dont ils occupent leur temps est en quelque sorte indépendante de leur volonté (tableau 3).

Une plus grande proportion de bourreaux de travail déclarent qu'ils se sentent habituellement pressés tout au long de la journée (86 % comparativement à 73 % des autres travailleurs). Plus de la moitié des bourreaux de travail déclarent se sentir pris au piège dans leur routine quotidienne. Un plus grand nombre de bourreaux de travail que d'autres travailleurs ont le sentiment de ne pas accomplir ce qu'ils avaient prévu faire au début de la journée (56 % comparativement à 44 %). Plus du tiers des bourreaux de travail aimeraient passer plus de temps seuls.

Les bourreaux de travail semblent admettre qu'ils ont de la difficulté à gérer leur temps de façon efficace. Comme 56 % des bourreaux de travail affirment avoir l'impression de ne plus avoir le temps de s'amuser — soit une proportion beaucoup plus élevée que le tiers observé chez les autres travailleurs — bon nombre d'entre eux prévoient changer leur façon de vivre. Un tiers des bourreaux de travail ont déclaré qu'ils prévoyaient ralentir dans l'année à venir, comparativement à un cinquième des autres travailleurs. On ne sait pas s'ils réussiront à avoir plus d'emprise sur leur temps, mais comme le fait d'être un bourreau de travail fait maintenant partie de leur identité, on peut présumer qu'il s'agira d'un objectif difficile à atteindre.

Résumé

Près du tiers des adultes qui travaillent se considèrent comme des bourreaux de travail. Pourtant, il est plus difficile qu'il n'y paraît de distinguer les bourreaux de travail des autres personnes. Il n'y a aucune différence sociodémographique entre les deux groupes. Les bourreaux de travail font plus d'heures que les autres travailleurs et ont un profil

professionnel légèrement différent du leur, mais il ne s'agit pas de la caractéristique qui permet de faire la distinction entre les deux groupes.

Les bourreaux de travail auto-déclarés et les autres travailleurs ont plutôt des manières bien différentes de concevoir leur temps et de le répartir entre leurs diverses priorités. Le temps semble filer entre les doigts des bourreaux de travail. Ils consacrent plus d'efforts au travail, mais ils n'en retirent pas plus de satisfaction ou de plaisir que les autres travailleurs. Ils sont insatisfaits de l'équilibre entre leur vie personnelle et leur vie professionnelle et ils souhaiteraient passer davantage de temps avec leur famille et leurs amis. De même, ils aimeraient passer plus de temps seuls. L'impression de manquer de temps est un élément plus stressant dans leur vie quotidienne qu'il ne l'est dans celle des autres travailleurs. Cette impression leur donne le sentiment d'être pressés, pris au piège dans leur routine quotidienne et incapables de terminer tout ce qu'ils pensent devoir faire. Dans l'ensemble, le temps semble leur échapper.

Leslie-Anne Keown est analyste à la revue *Tendances sociales canadiennes*.

1. Bonebright, C., D. Clay et R. Ankenmann. 2000. « The relationship of workaholism with work-life conflict, life satisfaction, and purpose in life », *Journal of Counselling Psychology*, vol. 47, nº 4, p. 469 à 477; Spence, J. et A. Robbins. 1992. « Workaholism: Definition, measurement, and preliminary results », *Journal of Personality Assessment*, vol. 58, nº 1, p. 160 à 178.

TSC Ce qu'il faut savoir au sujet de la présente étude

Les données utilisées dans le présent article proviennent de l'Enquête sociale générale sur l'emploi du temps de 2005, dans le cadre de laquelle on a interviewé des Canadiens âgés de 15 ans et plus vivant dans les 10 provinces. L'étude est centrée sur les adultes de 19 à 64 ans dont l'activité principale pendant l'année était le travail. La population cible est fondée sur approximativement 9 700 répondants et représente plus de 13,4 millions de Canadiens.

Bourreau de travail : Tous les répondants qui ont répondu « oui » à la question « Vous considérez-vous comme un bourreau de travail? ». Cette déclaration volontaire est fondée uniquement sur la perception que les répondants ont du temps et non sur le nombre réel d'heures qu'ils travaillent.

On utilise plus l'expression « bourreau de travail » dans les ouvrages de vulgarisation que dans le domaine de la psychologie, où l'on préfère souvent « dépendance au travail ». L'expression est une traduction du mot anglais « workaholic », qui a commencé à être utilisé dans les années 1970 et qui persiste dans le langage courant. Selon diverses recherches, environ une personne sur quatre se considère comme un bourreau de travail[1], et on définit un certain nombre de sous-types distincts dans les ouvrages didactiques[2]. Selon leurs réponses aux questions de sélection, les bourreaux de travail peuvent être classés dans des catégories allant de « travailleur enthousiaste » à « travailleur peu enthousiaste »[3].

Pour plus de renseignements sur la classification des sous-types de bourreau de travail et sur le concept dans son ensemble, consultez J. Spence et A. Robbins. 1992. « Workaholism: Definition, measurement, and preliminary results », *Journal of Personality Assessment*, vol. 58, nº 1, p. 160 à 178.

1. Bonebright, Clay et Ankenmann. 2000; Burke, R. 1999. « Workaholism in Organizations: Gender Differences », *Sex Roles*, vol. 41, nº 5/6, p. 333 à 345; Griffiths, M. 2005. « Workaholism is still a useful construct », *Addiction Theory and Research*, vol. 13, nº 2, p. 97 à 100; Kemeny, A. 2002. « Déterminés à réussir : un portrait des bourreaux de travail au Canada », *Tendances sociales au Canada*, produit nº 11-008-XIF au catalogue de Statistique Canada, nº 62, p. 2 à 8; Spence et Robbins. 1992.
2. Robinson, B. 2000. « Workaholism: Bridging the gap between workplace, sociocultural and family research », *Journal of Employment Counselling*, vol. 37, mars, p. 31 à 47.
3. Spence et Robbins. 1992.

Les Canadiens et leurs activités politiques autres que le vote

par Leslie-Anne Keown

Le travail d'un citoyen est de s'exprimer constamment – Günter Grass

En 2003, 1 personne non retraitée sur 3, âgée de 19 à 64 ans, a été politiquement active. C'est-à-dire qu'elle a cherché de l'information politique, a fait du bénévolat pour un parti ou y a adhéré, a écrit à un journal ou à un politicien pour exprimer son point de vue. Ces formes de participation au processus démocratique autres que le vote sont souvent examinées pour déterminer la santé d'une démocratie et l'engagement civique de ses citoyens.

Selon des chercheurs, les facteurs qui poussent une personne à participer à la politique peuvent être classés en quatre grandes catégories : les caractéristiques sociodémographiques telles que l'âge et le niveau de scolarité; la perception du contrôle sur ses possibilités d'épanouissement (maîtrise de sa vie); l'expérience directe du processus démocratique et politique pendant la jeunesse (souvent appelée la socialisation politique); le fait qu'une personne suive activement les nouvelles et le média employé pour le faire.

Le présent article s'inspire de l'Enquête sociale générale de 2003 pour examiner les facteurs qui incitent les Canadiens à participer à la vie politique autrement qu'en exerçant leur droit de vote. Une analyse statistique multidimensionnelle a été réalisée pour déterminer l'importance relative de chacun de ses facteurs sur la participation. Seuls les Canadiens non retraités, âgés de 19 à 64 ans, ont fait partie de l'étude.

La forme la plus courante d'activité politique autre que le vote est la recherche d'information

Le présent article examine quatre formes de participation à la vie politique autres que le vote, soit la recherche d'information politique, le bénévolat pour un parti, l'adhésion à un parti et le fait d'écrire à un journal ou à un politicien pour exprimer son point de vue. Dans l'ensemble, 1 Canadien sur 3 a pris part à au moins l'une de ces quatre activités (graphique 1). L'activité la plus commune était la recherche d'information politique. Le bénévolat pour un parti ou l'adhésion à un parti étaient les moins répandus, sans doute parce que ces activités sont plus soutenues lorsqu'un candidat se présente ou lors d'une campagne électorale.

Les jeunes adultes et les hommes sont plus susceptibles de participer à la politique

Plusieurs caractéristiques socio-démographiques ont un impact considérable sur le fait qu'une personne soit plus susceptible qu'une autre de participer à la politique. L'âge est important, lorsque d'autres facteurs du modèle demeurent constants (tableau 1). Les jeunes adultes âgés de 19 à 24 ans étaient 1,2 fois plus susceptibles que les Canadiens âgés de 45 à 64 ans de prendre part à une activité autre que le vote[1], et ceux âgés de 25 à 44 ans étaient 1,3 fois moins susceptibles de le faire. Cette constatation est un peu différente des résultats d'autres chercheurs et peut être simplement le reflet du choix des activités examinées dans la présente étude[2].

Le sexe était un autre indice majeur de la participation politique chez les Canadiens non retraités âgés de 19 à 64 ans. Les hommes étaient 1,5 fois plus susceptibles que les femmes de prendre part à des activités autres que le vote, ce qui n'a rien de

TSC Tableau 1 L'instruction et l'engagement civique ont un effet sur la participation politique

	Rapports de cotes
Caractéristiques démographiques	
Sexe	
Femmes	*1,00*
Hommes	1,49*
Groupe d'âge	
19 à 25 ans	1,22*
25 à 44 ans	0,76*
45 à 64 ans	*1,00*
État matrimonial	
Non marié	1,00
Marié (incluant l'union de fait)	0,96
Revenu du ménage	
Moins de 30 000 $	1,09
30 000 $ à 60 000 $	1,00
Plus de 60 000 $	1,08
Non déclaré	0,97
Lieu de naissance	
Né au Canada	1,00
Né ailleurs qu'au Canada	0,84
Langue de choix	
Anglais	1,00
Français	0,91
Autre	0,76*
Région de résidence	
Atlantique	0,84
Québec	1,01
Ontario	1,00
Prairies	1,07
Colombie-Britannique	1,01
Région rurale / urbaine	
Région urbaine	1,00
Région rurale	0,91
Niveau de scolarité	
Diplôme d'études secondaires ou moins	1,00
Études postsecondaires partielles ou diplôme d'études collégiales	1,89*
Grade universitaire	3,19*

	Rapports de cotes
Assistance à des services religieux	
N'y assiste pas régulièrement	0,86*
Y assiste régulièrement	1,00
Maîtrise (perceptions du contrôle sur les événements de la vie)	
Niveau faible	0,73*
Niveau moyen	0,76*
Niveau élevé	1,00
Nouvelles et affaires publiques	
Suit régulièrement les nouvelles et les affaires publiques	
Non	1,00
Oui	1,75*
N'utilise que la télévision pour les suivre	
Non	*1,00*
Oui	0,56*
Influence des parents	
Niveau de scolarité du père	
Moins qu'un grade universitaire	1,00
Grade universitaire	1,33*
Niveau de scolarité de la mère	
Moins qu'un grade universitaire	1,00
Grade universitaire	1,26*
Les parents étaient bénévoles lorsque le répondant était à l'école secondaire	
Non	1,00
Oui	1,34*
Socialisation politique à l'école secondaire	
Le répondant appartenait à un regroupement de jeunes à l'école secondaire	
Non	1,00
Oui	1,21*
Le répondant était engagé dans une association étudiante à l'école secondaire	
Non	1,00
Oui	1,67*

* Différence significative par rapport au groupe de référence indiqué en italique ($p < 0,05$).
Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2003.

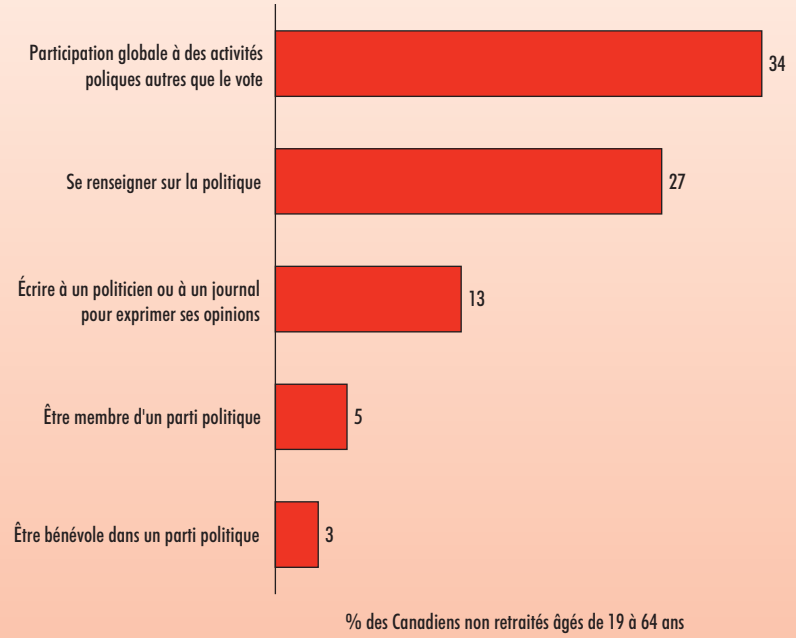
surprenant étant donné la plus grande participation des hommes au domaine officiel du processus électoral.

La langue parlée le plus souvent à la maison est également un facteur d'influence. Le fait de parler anglais donne une probabilité d'environ 1,3 fois supérieure au fait de parler une langue autre que l'anglais ou le français. Il n'y avait pas d'écart significatif dans la probabilité de participer à une activité politique autre que le vote entre les anglophones et les francophones lorsque les autres facteurs du modèle demeuraient constants.

Les études postsecondaires constituent le facteur influant le plus sur la participation politique

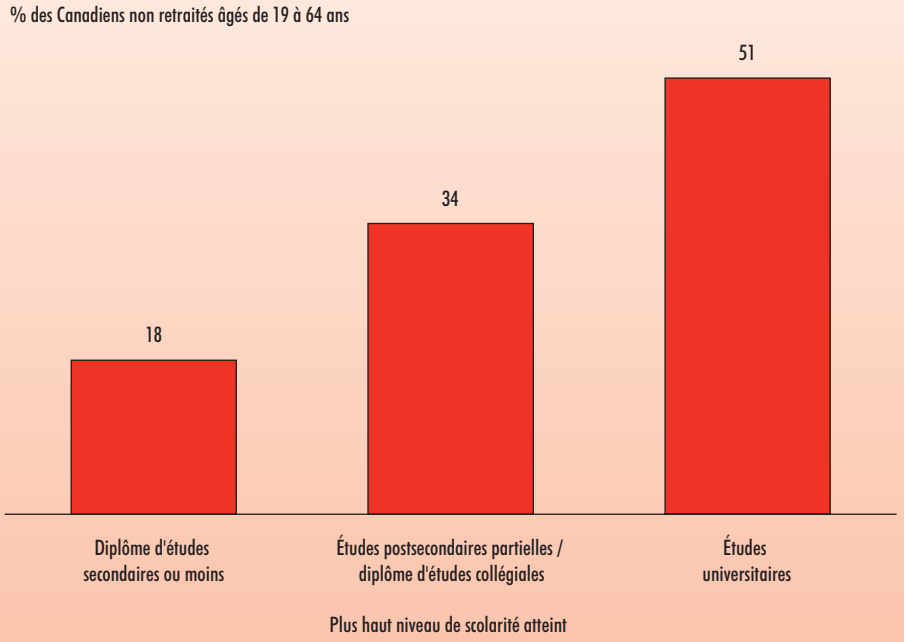
Toutefois, la caractéristique personnelle la plus importante qui influe sur la participation à une activité politique autre que le vote est le niveau de scolarité. Plus de la

Graphique 1 Un canadien non retraité sur trois participe à une forme quelconque d'activité politique autre que le vote



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2003.

Graphique 2 Faire des études postsecondaires encourage la participation à des activités politiques autres que le vote



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2003.

moitié (51 %) des personnes ayant fait des études universitaires ont été actives en ce domaine l'année précédente, alors que moins de un cinquième (18 %) de celles qui n'avaient pas plus d'un diplôme d'études secondaires ont dit avoir pris part à la politique (graphique 2).

Par conséquent, lorsque d'autres facteurs sont pris en compte, il n'est pas surprenant de constater que les personnes non retraitées âgées de 19 à 64 ans ayant fait des études postsecondaires partielles ou ayant un diplôme d'études collégiales sont 1,9 fois plus susceptibles de prendre part à une activité politique que celles n'ayant fait que des études secondaires; cela dit, les personnes ayant un grade universitaire sont 3,2 fois plus susceptibles d'en faire autant. Les chercheurs croient que le niveau de scolarité plus élevé influe sur la probabilité de l'activité politique puisqu'on présume que les personnes instruites connaissent mieux le fonctionnement du système démocratique et qu'elles se sentent donc plus à l'aise d'y participer[3].

La pratique religieuse exerçait aussi une incidence sur les activités politiques, ceux qui assistaient souvent à des offices religieux étant 1,2 fois plus susceptibles de prendre part à ces activités que les autres. Selon des recherches antérieures, la participation régulière à des offices religieux a fait ressortir des possibilités de participation à la politique et offrait aux gens un lieu où ils pouvaient entrer en contact avec leur collectivité et aider à répondre à ses besoins[4].

L'état matrimonial, le revenu, le lieu de naissance, la région de résidence et le fait de vivre en région rurale ou urbaine n'étaient pas des facteurs significatifs qui influençaient le comportement politique autre que le vote, une fois que tous les autres facteurs étaient maintenus constants.

TSC « Ce qu'il faut savoir au sujet de la présente étude »

L'Enquête sociale générale (ESG) de 2003 sur l'engagement social a été réalisée auprès d'environ 25 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus et vivant dans des ménages privés dans les 10 provinces. Elle a été conçue pour mesurer le capital social et mieux comprendre comment les réseaux sociaux et les normes de confiance et de réciprocité influent sur les résultats individuels et sociaux. À cette fin, l'enquête a permis de recueillir de l'information sur une vaste gamme d'activités, comme les contacts sociaux avec la famille, les amis et les voisins; la participation à des organismes, les activités politiques et le bénévolat; ainsi que les services non officiels offerts ou reçus. Elle a aussi porté sur les valeurs, les attitudes et le niveau de confiance dans les personnes et les institutions publiques. Dans l'ensemble, l'enquête a fourni des données complètes sur les nombreuses manières dont les Canadiens participent à la vie civique et sociale.

La population cible repose sur un échantillon composé d'un peu plus de 13 000 répondants et représente plus de 13,5 millions de Canadiens non retraités âgés de 19 à 64 ans. La population de l'étude a été restreinte pour les raisons suivantes :

a) les personnes âgées de 19 ans et plus, puisque les membres de ce groupe d'âge sont les plus susceptibles de pouvoir participer pleinement au processus politique et de le faire de façon bénévole;
b) les personnes de moins de 65 ans, puisque les aînés ont des modes de participation très différents pour plusieurs raisons, comme les restrictions quant à la mobilité et les heures de loisirs prolongées;
c) les personnes actives, qui fréquentent une école ou qui font des travaux ménagers ou s'occupent des membres de leur famille (c'est-à-dire, qui n'ont pas pris leur retraite), puisqu'elles sont soumises à des contraintes de temps plus grandes que les personnes retraitées.

Participation à la vie politique : Les quatre formes de participation à la vie politique examinées dans l'étude sont la recherche d'information politique, le bénévolat pour un parti, l'adhésion à un parti et la rédaction à un journal ou à un politicien pour exprimer son point de vue. Une personne devait dire qu'elle avait pris part à au moins une de ces activités pour être classée comme ayant participé à la vie politique.

Les formes de participation pour lesquelles la nature explicitement politique de l'activité ne pouvait être déterminée ont été exclues. Il s'agit du boycottage de produits ou de services (qui peut se faire pour des raisons d'ordre déontologique aussi bien que politique) et de la participation à une marche ou à une manifestation. Par exemple, une personne ayant pris part à une marche visant à amasser des fonds pour lutter contre le cancer du sein pourrait dire qu'elle avait participé à une marche ou à une manifestation.

L'exercice du droit de vote est considéré par de nombreuses personnes comme la mesure de référence de la participation à la vie politique et de l'engagement civique. Or, puisque des élections n'ont lieu que de façon périodique, des mesures qui examinent des formes plus constantes de comportement politique sont souvent retenues. En outre, le droit de vote n'a pas pu être déterminé à l'aide de l'ESG, limitant ainsi l'utilité de la mesure du droit de vote.

Bien entendu, les citoyens peuvent participer à la vie politique de bien des manières qui débordent de la gamme de questions posées dans l'ESG et ces formes de participation n'en sont pas moins importantes.

Analyse multidimensionnelle

L'analyse statistique utilise des rapports de cotes pour déterminer diverses caractéristiques associées à la probabilité de participer à la politique. Les résultats indiquent s'il y a une relation statistiquement significative entre les diverses caractéristiques du modèle, tout en maintenant les effets des autres variables constants.

Le sentiment d'avoir la maîtrise de sa vie a un lien avec la participation politique

Les résultats du modèle démontrent que le sentiment d'avoir la maîtrise de sa vie, c'est-à-dire la mesure dans laquelle une personne a l'impression d'exercer un contrôle sur ses possibilités dans la vie[5], est un autre indicateur important de l'activité politique. Un plus grand niveau de maîtrise de sa vie augmente la probabilité de prendre part à la politique, comparativement aux personnes dont le sentiment de maîtriser leur vie est moyen ou faible, même lorsque l'incidence du niveau de scolarité et d'autres facteurs est maintenue constante. Ces résultats sont étayés par d'autres recherches qui ont constaté que, lorsqu'une personne a l'impression de pouvoir influencer certaines questions, elle est plus susceptible de s'engager que lorsqu'elle pense ne pas avoir de contrôle sur les possibilités de changement ou d'action[6].

Les enfants suivent le modèle de leurs parents

L'exposition d'une personne à une activité politique ou civique pendant sa jeunesse — processus qu'on appelle la socialisation politique — influe sur sa participation politique à l'âge adulte[7]. L'expérience

pendant la jeunesse inclut le fait d'avoir un parent qui a pris part à des activités communautaires. Tout comme les enfants peuvent prendre la relève de leurs parents dans l'entreprise familiale ou en exerçant une profession semblable, ils peuvent participer à la vie politique en suivant la trace de leurs parents qui ont fait du bénévolat et des études.

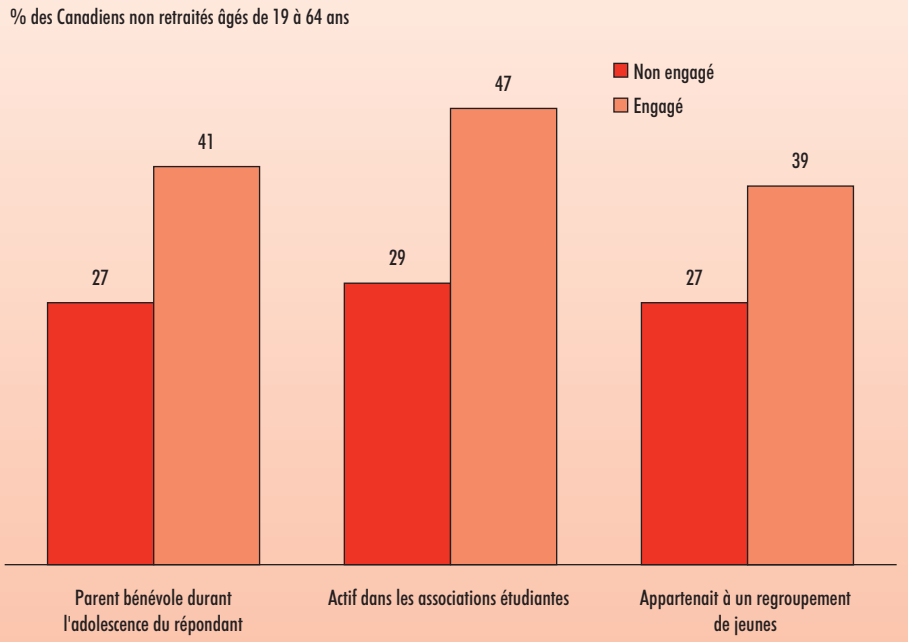
Quarante et un pour cent des Canadiens dont un parent avait fait du bénévolat participaient à la vie politique (graphique 3). Lorsque les autres facteurs étaient maintenus constants, le modèle démontre que les personnes dont les parents avaient fait du bénévolat dans la collectivité lorsqu'ils étaient à l'école secondaire étaient 1,3 fois plus susceptibles de prendre part à des activités politiques que celles dont les parents n'avaient pas été bénévoles.

Le niveau de scolarité des parents était aussi un facteur important. Si l'un ou l'autre des parents avait un grade universitaire, les probabilités de la participation à une activité politique autre que le vote étaient environ 1,3 fois plus grandes que si les parents avaient fait moins d'études. Si les deux parents avaient un grade universitaire, l'effet était encore plus grand, la probabilité de la participation à la vie politique passait à 1,7. On croit que le niveau de scolarité plus grand des parents est important puisque les personnes instruites sont plus susceptibles de participer à des activités politiques, de suivre les questions politiques et d'en discuter, ce qui crée des occasions pour les enfants d'observer ce genre de comportement et de s'en servir comme modèle[8].

Non seulement les enfants ont-ils tendance à suivre le modèle de leurs parents, mais encore, leur propre expérience des activités parascolaires à l'école secondaire constitue une forme de socialisation politique qui augmente la probabilité de leur participation à la politique au cours des années ultérieures. Près de la moitié (47 %) des Canadiens qui avaient fait partie d'une association étudiante ou d'un regroupement de jeunes participaient à des activités politiques autres que le vote à l'âge adulte.

Lorsque les autres facteurs étaient maintenus constants, les personnes qui ont fait partie de groupes de jeunes tels que les Guides, les Scouts ou les clubs 4-H étaient 1,2 fois plus susceptibles de participer à la vie politique au moins sous une forme quelconque à l'âge adulte. En outre, elles étaient 1,7 fois plus susceptibles d'y participer si elles avaient fait partie d'une association étudiante. Non seulement ces résultats font-ils ressortir l'importance de la socialisation politique, mais encore, ils donnent à penser qu'une personne peut choisir d'elle-même de participer à des activités politiques à un âge assez précoce[9].

TSC Graphique 3 Près de la moitié de toutes les personnes s'étant engagées dans les associations étudiantes à l'adolescence ont participé à une activité politique autre que le vote



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale de 2003.

Le fait de suivre les nouvelles augmente la probabilité de l'engagement politique

Selon une étude antérieure qui s'est aussi inspirée des données de l'Enquête sociale générale de 2003, il semblerait qu'il existe un lien entre l'engagement civique des Canadiens et leur habitude de suivre les nouvelles et l'actualité[10]. La présente étude confirme ces résultats. Lorsque les autres facteurs étaient maintenus constants, les Canadiens qui suivaient les nouvelles de façon hebdomadaire ou quotidienne étaient 1,8 fois plus susceptibles de participer à la politique que ceux qui suivaient les nouvelles moins souvent. Par ailleurs, ceux dont la seule source d'information était la télévision étaient 1,8 fois moins susceptibles de participer à une activité politique autre que le vote que ceux dont les sources d'information de nouvelles incluaient les journaux et Internet.

Ce résultat appuie les constatations des travaux antérieurs selon lesquelles la connaissance de l'actualité était l'un des éléments les plus importants

qui influaient sur la participation aux affaires politiques, puisque la connaissance est le fondement essentiel sur lequel repose l'action. En outre, le média par lequel l'information est transmise est important, puisque la télévision est celui qui est le moins susceptible de pousser une personne à agir[11].

Résumé

En 2003, environ un tiers des Canadiens non retraités âgés entre 19 et 64 ans ont participé à des activités politiques. Ceux qui avaient un grade universitaire étaient bien plus susceptibles que les autres de participer à une activité politique autre que le vote. De même, la connaissance de l'actualité et des nouvelles favorisait la participation, la source des nouvelles jouant un rôle important pour déterminer si une personne y prenait part. Le sentiment d'exercer un contrôle sur sa vie (maîtrise) était aussi associé à la probabilité de s'engager politiquement. Enfin, l'expérience à l'adolescence déterminait si une personne était susceptible d'être active sur le plan politique. Le fait d'avoir des parents ayant un niveau de scolarité élevé et des antécédents de bénévolat influençait la participation actuelle d'une personne à des activités politiques autres que le vote. De même, le fait qu'une personne ait fait partie de regroupements de jeunes et d'associations étudiantes à l'école secondaire était un indice important de sa participation à la vie politique autrement que par l'exercice du droit de vote à l'âge adulte.

Leslie-Anne Keown est analyste à la revue *Tendances sociales canadiennes*.

1. Les lecteurs qui souhaiteraient examiner la participation des jeunes adultes à la vie politique de façon plus large peuvent consulter l'article suivant : Milan, A. 2005. « Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes », *Tendances sociales canadiennes*, n° 79, produit n° 11-008-XIF au catalogue de Statistique Canada, p. 2 à 7.
2. Calavita, M. 2003. « Within the context of many contexts: Family, news media engagement, and the ecology of individual political development among Generation Xers », *The Communication Review*, vol. 6. p. 23 à 43; Glanville, J. 1999. « Political socialization or selection? Adolescent extracurricular participation and political activity in early adulthood », *Social Science Quarterly*, vol. 80, n° 2, p. 279 à 290; O'Neill, B. 2006. *Human capital, civic engagement and political participation: Turning skills and knowledge into engagement and action*. Rapport aux Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques. http://www.cprn.com/documents/44366 en.pdf (consultation le 9 mars 2007); Yates, M. et Youniss, J. 1998. « Community service and political identity development in adolescence », *Journal of Social Issues*, vol. 54, n° 3, p. 495 à 512.
3. Calavita. 2003; Glanville. 1999; O'Neill. 2006; Yates et Youniss. 1998.
4. Glanville. 1999; Jennings, M. et Stoker, L. 2004, « Social trust and civic engagement across time and generations », *Acta Politica*, vol. 39, p. 342 à 379; Putnam, R. 2000. *Bowling Alone*, New York, Simon & Schuster.
5. Les lecteurs qui souhaitent examiner plus à fond le concept de la maîtrise de la vie peuvent consulter : Milan, A. 2006. « Assumer son destin : perceptions de la maîtrise de sa destinée », *Tendances sociales canadiennes*, n° 81, produit n° 11-008-XIF au catalogue de Statistique Canada, p. 10 à 15.
6. Calavita. 2003; Glanville. 1999; O'Neill. 2006; Yates et Youniss. 1998.
7. Glanville. 1999; Niemi, R. et Hepburn, M. 1995. « The rebirth of political socialization », *Perspectives on Political Science*, vol. 24, n° 1, p. 7 à 17.
8. Egerton, M. 2002. « Higher education and civic engagement », *British Journal of Sociology*, vol. 53, n° 4, p. 603 à 620; Hauser, S. 2000. « Education, ability and civic engagement in the contemporary United States », *Social Science Research*, vol. 29, p. 556 à 558; Rosenthal, S., Feiring, C. et Lewis, M. 1998. « Political volunteering from late adolescence to young adulthood: Patterns and Predictors », *Journal of Social Issues*, vol. 54, n° 3, p. 477 à 493; Stolle, D. et Hooghe, M. 2004. « The roots of social capital: altitudinal and network mechanisms in the relation between youth and adult indicators of social capital », *Acta Politica*, vol. 3. p. 442 à 441.
9. Egerton. 2002; McFarland, D. et Thomas, R. 2006. « Bowling young: How youth voluntary associations influence adult political participation », *American Sociological Review*, vol. 71, n° de juin. p. 401 à 425; Rosenthal, Feiring et Lewis. 1998.
10. Keown, L.A. 2007. « Suivre l'actualité : les Canadiens et leur rapport aux médias », *Tendances sociales canadiennes*, n° 83, produit n° 11-008-XIF au catalogue de Statistique Canada, p. 14 à 20.
11. Jennings, M. et Zeitner, C. 2003. « Internet use and civic engagement », *Public Opinion Quarterly*, vol. 67, p. 311 à 334; Putnam. 2000; Shah, D., McLeod, J. et Yoon, S. 2001. « Communication, context, and community: An exploration of print, broadcast, and Internet influences », *Communication Research*, vol. 28, n° 4, p. 464 à 506.

Voyez le travail sous un angle différent!

Découvrez ce que les Canadiens font pour gagner leur vie et combien ils gagnent dans *L'emploi et le revenu en perspective*

Le contenu

L'emploi et le revenu en perspective présente les données et les recherches les plus récentes sur la situation de l'emploi et du revenu au Canada. Dans chaque numéro, vous trouverez des données essentielles, des articles d'actualité et des études sur des sujets importants tels que :

- ☐ les gains et revenus au Canada
- ☐ les habitudes de dépense et d'épargne
- ☐ l'équilibre travail-vie personnelle
- ☐ le vieillissement de la population active
- ☐ les tendances régionales de l'emploi
- ☐ les tendances liées au travail indépendant
- ☐ les changements technologiques touchant le milieu de travail
- ☐ … et beaucoup d'autres sujets pertinents!

Certains décrivent *L'emploi et le revenu en perspective* comme une revue savante, tandis que d'autres préfèrent comparer cette publication à un magazine populaire. Tous s'entendent cependant pour dire que cette publication est indispensable pour les décideurs qui désirent se tenir au courant des dernières tendances du marché de l'emploi.

Ne manquez aucun numéro!

Faites-nous parvenir votre demande d'abonnement sans risque dès AUJOURD'HUI! Choisissez la publication mensuelle en format PDF ou HTML ou trimestrielle en version imprimée. Vous pouvez annuler votre abonnement en tout temps; nous vous rembourserons tous les numéros que vous n'aurez pas reçus. C'est garanti!

Édition imprimée paraissant tous les trois mois

Abonnement d'un an : 63 $
Abonnement de deux ans : 100,80 $ **(une économie de 20 %)**
Abonnement de trois ans : 132,30 $ **(une économie de 30 %)**

Gratuit* fichier HTML ou PDF à télécharger chaque mois

(*Remarque : Vous pouvez visualiser les numéros en format HTML ou PDF par Internet seulement. Visitez le site Web de Statistique Canada à www.statcan.ca/francais/ads/75-001-XIF/order_2001_f.htm)

L'édition imprimeée – Comment commander

PAR TÉLÉPHONE, sans frais	1 800 267 6677
PAR TÉLÉCOPIEUR, sans frais	1 877 287 4369
PAR COURRIEL	infostats@statcan.ca
PAR LA POSTE	Statistique Canada, Finance 6-H, immeuble R.-H.-Coats, pré Tunney, Ottawa (Ontario) K1A 0T6

Version imprimée : Au Canada, veuillez ajouter **soit** la TPS et la T.V.P. en vigueur, **soit** la TVH. Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 $ par numéro. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 $ par numéro. Les ministères et organismes du gouvernement fédéral doivent indiquer sur toutes les commandes leur code d'organisme RI et leur code de référence RI.

Tendances sociales canadiennes

La réalité canadienne sous tous ses angles

S'ABONNER À *TENDANCES SOCIALES CANADIENNES*, C'EST...

...CONNAÎTRE EN PRIMEUR LES QUESTIONS SOCIALES D'ACTUALITÉ

Que se passe-t-il aujourd'hui? Chacun des numéros de ***Tendances sociales canadiennes*** explore nos réalités actuelles.

...ÊTRE IMMÉDIATEMENT INFORMÉ DES NOUVELLES TENDANCES

Tendances sociales canadiennes vous donne l'information dont vous avez besoin pour comprendre l'avenir et pour vous y préparer.

...OBTENIR LES DONNÉES LES PLUS PRÉCISES QUI SOIENT SUR LE CANADA

Des experts analysent les données recueillies par Statistique Canada, la source par excellence d'information inédite sur le Canada. Soyez assuré que ces données sont les plus à jour et les plus exhaustives qui soient.

Tendances sociales canadiennes vous offre un aperçu des Canadiens; vous pouvez vous en servir pour élaborer des programmes pertinents, des produits que l'on s'arrachera et des services novateurs qui répondent aux besoins des Canadiens du 21e siècle.

Profitez de cette occasion dès aujourd'hui!

Abonnez-vous sans tarder :
par téléphone, au numéro sans frais 1 800 267-6677;
par télécopieur, au numéro sans frais 1 877 287-4369;
par courriel, à infostats@statcan.ca

L'abonnement annuel à la version imprimée de ***Tendances sociales canadiennes*** coûte 39 $. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Aucuns frais d'expédition ne s'appliquent aux livraisons au Canada. Veuillez ajouter 6 $ par numéro pour les envois aux États-Unis ou 10 $ par numéro pour les envois dans tout autre pays. Visitez notre site Web à www.statcan.ca pour en savoir davantage sur la version **gratuite** en ligne de ***Tendances sociales canadiennes***.